Zeitschrift: Arbido-B : Bulletin

Herausgeber: Vereinigung Schweizerischer Archivare; Verband der Bibliotheken und der Bibliothekarinnen/Bibliothekare der Schweiz; Schweizerische Vereinigung für Dokumentation

Band: 5 (1990)

Heft: 5

Rubrik: Mitteilungen VSB = Communications de l'ABS

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Mitteilungen VSB
Communications de l'ABS

Rapport d'activité de l'Association des bibliothécaires suisses 1989/90 Présenté à l'Assemblée générale du 21 septembre 1990 à Fribourg

I. Comité

1. Rapport du Président de l'ABS

Au cours de l'année écoulée, parallèlement à ses activités traditionnelles, l'ABS a mis plus particulièrement l'accent sur la réforme de ses structures et la formation professionnelle

Contexte
Evoquer l'évolution rapide qui marque durablement le monde des bibliothèques et de l'information documentaire est devenu une banalité. Ceci concerne bien entendu nos techniques de travail marquées par le recours aux «nouvelles technologies». Plus encore peut-être, le rôle social des bibliothèques est en train de se modifier en profondeur. Un hebdomadaire suisse a pû parler du «renouveau des bibliothèques», la CEE lance un plan de développement des bibliothèques européennes, de «très grands» projets sont en cours de réalisation à Paris, Francfort ou Londres: la société en général et les pouvoirs publics en particulier, qu'ils soient helvétiques ou étrangers, redécouvrent l'importance des bibliothèques comme maillon essentiel de l'accès à l'information documentaire. Même si cette prise de conscience paraît lente et modeste face aux efforts à accomplir, elle est réelle et réjouissante. Pour nous, elle est d'abord exigence et défi: exigence de répondre à une demande et non pas de privilégier une activité tournée vers sa propre fin, défi - en tant que profession - de savoir apporter les réponses pertinentes.
L'instabilité liée à toute accélération de mouvement favorise les forces centrifuges, notre association professionnelle n'y échappe pas: les groupes de travail spécialisés, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'ABS, se multiplient. Ici le défi consiste à favoriser le dynamisme de chacun, tout en permettant à notre association de mieux jouer son rôle de fédérateur et de représentant de l'ensemble des bibliothèques et de leurs professionnels. C'est dans cet esprit que le Comité a travaillé et souhaite poursuivre sa tâche, car il est persuadé qu'aujourd'hui, plus que jamais, une structure commune doit rassembler tous les types de bibliothèques et de professionnels.

Coopération
L'ABS participe à deux projets importants de coopération. Il s'agit tout d'abord du «Répertoire des périodiques étrangers reçus dans les bibliothèques suisses» (RP) dont la première édition à être réalisée sur support informatique est entrée dans sa dernière étape. Le nombre de titres recencés, nettement supérieur à celui estimé initialement, a retardé le projet d'un semestre environ. La publication du RP7 interviendra ainsi en 1991. Pour assurer le financement à moyen terme du RP, le Comité a été amené à relever le prix de vente de la vignette sur les photocopies. Des contacts étroits ont également été établis avec le nouveau Directeur de la Bibliothèque nationale afin de rechercher une assise durable pour ce projet. La préparation du «Répertoire des fonds manuscrits conservés dans les bibliothèques et archives suis-

ses» est entrée dans sa phase de réalisation avec l'engagement, le 1.5.90, de Mme Gaby Knoch-Mund chargée de la rédaction de cette nouvelle édition. Il s'agit là d'un projet mené conjointement avec l'Association des archivistes suisses (AAS).
Au service de la coopération, l'établissement de normes et de règles de travail constitue un élément important de notre activité. La Communauté de travail des bibliothèques de lecture publique (CLP) s'est ici particulièrement distinguée en publiant des lignes directrices pour l'introduction de l'informatique dans les petites bibliothèques, alors que paraîtront sous peu les «Normes pour les bibliothèques scolaires», complément à celles publiées en 1984 pour les bibliothèques de lecture publique. Ces publications constitueront des instruments précieux pour les bibliothécaires ainsi que pour les responsables cantonaux et communaux de la lecture publique.
De son côté, la Commission de catalogage a achevé la rédaction et la traduction de 6 fascicules de règles dont elle prévoit la parution cette année encore.
Le prêt interbibliothèques demeure une des formes principales de coopération. Les nouvelles possibilités informatiques et les modifications intervenues dans les politiques de prêt de certaines bibliothèques remettent cependant en cause la manière actuelle de fonctionner. Le Comité a mandater le Groupe de travail des chefs de prêt pour formuler des propositions en vue de maintenir des règles de travail communes dans ce secteur. Le résultat de ce travail est attendu pour 1991.

Formation
Depuis ce printemps, l'ABS s'est dotée d'une Commission de formation qui a pour tâche de définir, à l'attention du Comité, la politique de la formation initiale et continue de l'Association. Son mandat a été publié dans ARBIDO-B 90/3. Mieux que ne pouvait le faire jusqu'ici le Comité, elle veillera à anticiper les développements en matière de formation en bibliothéconomie et information documentaire. Présidée par M. Jacques-André Humair, BV La Chaux-de-Fonds, elle a commencé ses travaux en mai dernier. C'est elle qui a, entre autres, la responsabilité du dossier concernant la formation de cadres pour bibliothécaires diplômés. Pour mener à chef ce mandat, elle s'appuyera sur les propositions particulièrement bien élaborées, présentées par l'Organisation du personnel, le Groupe de travail des DIBI/BIDI et la Commission de perfectionnement professionnel, organes qu'elle associera étroitement à ses travaux.
L'année écoulée a permis de constater que les nouvelles structures mises en place pour l'organisation des cours menant au diplôme à Berne et Lausanne se sont avérées efficaces. Une répartition claire des responsabilités entre les enseignants, le Conseil de direction et l'administrateur (trice) des cours offre désormais une transparence de fonctionnement accrue. Il appartient maintenant à la Commission de formation de mieux structurer la coordination entre les trois lieux de formation.
Soucieux de voir se traduire dans les faits le contenu des Lignes directrices pour la formation pratique adoptées en 1989, le Comité a demandé à la Commission d'examens de s'assurer que les bibliothèques formatrices garantissent, par elles-mêmes ou par des stages complémentaires, les conditions requises au maintien d'un niveau minimal dans la qualité de la formation.
Le Département de l'éducation publique du Canton du Tessin a demandé que le troisième cours de formation pour bibliothécaires qui débutera à l'automne soit reconnu par l'ABS. Au cours des négociations menées à ce sujet, il est apparu clairement que les conditions d'admission, le contenu des cours et les examens peuvent aisément être rendus conformes aux exigences de l'ABS. Par contre, il a fallu trouver une solution appropriée au fait que le Canton du Tessin ne dispose pas de

suffisamment de bibliothèques formatrices. Dès lors, reconnaissant à titre provisoire le canton du Tessin en tant que «Canton formateur», il a été convenu que la Direction des cours tessinois assumera directement la responsabilité de la formation pratique des 15 participants au cours et qu'elle établira pour chacun d'eux un programme individuel de stages dans différentes bibliothèques (au Tessin et dans le reste de la Suisse) qui, cumulés, garantiront une formation pratique similaire à celle d'une bibliothèque formatrice. Chaque stagiaire sera personnellement accompagné, tout au long de sa formation, par un maître de stage choisi parmi les bibliothécaires professionnels en activité au Tessin. Le Comité et la Commission d'examens ont voulu ainsi mieux intégrer le Tessin à nos structures tout en évitant de porter atteinte à la qualité de la formation des futurs diplômés ABS.
Une attention particulière a été portée à la formation des formateurs qui a fait l'objet d'un cours mis sur pied par la Commission de perfectionnement professionnel.

Partenaires
L'ABS poursuit son activité de collaboration avec les associations travaillant dans le secteur de l'information documentaire. ARBIDO en est à sa cinquième année d'existence et repose désormais sur des bases financières saines, notamment grâce à un intérêt accru que lui porte les annonceurs: en 1989, les recettes publicitaires (frs. 45 000.-) ont couvert près de la moitié de ses charges.
A l'initiative de l'ASD, une groupe de travail inter-associations élabore actuellement une projet de guide des sources de documentation dans notre pays. Cet ouvrage devrait venir remplacer la 4ème édition d'«Archives, bibliothèques et centres de documentation en Suisse», publiée en 1976.
Afin d'examiner régulièrement les questions à traiter en commun, les présidents de l'AAS, de l'ASD et de l'ABS se réunissent désormais tous les semestres. A la suite de leur première rencontre les comités des associations ont décidé d'organiser en 1993 un Congrès commun. Un groupe de travail constitué des responsables de la formation continue des trois associations a été chargé de formuler des propositions dans ce sens.
L'ABS s'est efforcée de développer également ses contacts avec le Département fédéral de l'intérieur (DFI). Une rencontre avec le Directeur de l'Office fédéral de la culture est prévue. Par ailleurs, la Conférence des directeurs de l'instruction publique et l'Office fédéral de la culture envisage de mettre sur pied un groupe de travail chargé d'élaborer un concept global pour l'encouragement de la lecture publique. Le Chef du Département fédéral de l'intérieur s'est engagé à associer l'ABS à cette étude.
Dans le cadre des travaux parlementaires en vue d'une nouvelle loi sur le droit d'auteur, le Comité est intervenu auprès de la Commission du Conseil aux Etats chargée d'étudier cet objet. Son action a été menée de concert avec la Conférence universitaire suisse. Pour l'heure les dispositions retenues par la Commission ne devraient pas pénaliser les bibliothèques par des taxes nouvelles. La procédure demeure cependant encore longue et difficile. Dans cette perspective, pour renforcer sa capacité de réflexion et de réaction sur ce point, le Comité a re-constitué une Commission pour le droit d'auteur sous la responsabilité de M. Gabriel Frossard, Directeur de la Bibliothèque de la Faculté de droit de Genève. Le mandat de cette Commission est publié dans le présent numéro d'ARBIDO-B.

Rouages et mouvements
Par la lecture d'ARBIDO-B (cf. No 90/3), les membres ont été informés de la manière dont le Comité a préparé la réforme des structures et du fonctionnement de l'Association. Dans ce numéro sont publiées les neuf thèses centrales d'un «Livre blanc» distri-

bué à tous les membres. Ce document fera l'objet d'un débat lors de l'Assemblée générale de Fribourg. Il n'est donc pas nécessaire de nous étendre ici sur cette question, si ce n'est pour signaler que, dans la mesure de ses compétences, le Comité s'est d'ores et déjà inspiré des orientations du «Livre blanc» pour guider son action. Ainsi, il a choisi de constituer désormais des commissions et groupe de travail de taille plus modeste que par le passé afin de rendre leur action plus efficace et concentrée.

Par ailleurs, une campagne de recrutement de membres individuels et de membres collectifs sera entreprise prochainement, soit au moment où sortira de presse une brochure qui servira de support à cette action. Dans cet ordre d'idée, le Comité soumet à l'Assemblée générale la proposition de dispenser de cotisation, pour une durée maximale de trois ans, les personnes suivant une formation professionnelle. En exigeant néanmoins une demande formelle d'adhésion, il souhaite par là associer davantage de membres à l'ABS.

Deux ans après l'adoption de ses nouveaux statuts, la CLP a fait la preuve que sa nouvelle organisation lui permet de mieux déployer ses activités dans l'ensemble du pays. Son implantation dans les trois régions linguistiques s'est accrue. De même, l'intégration des «DIBI/BIDI» en tant que groupe de travail de l'Organisation du personnel leur permet de mieux faire valoir leur point de vue; ceci devrait également accroître leur contribution au développement de l'ABS dans son ensemble.

En conclusion, qu'il me soit permis de remercier ici tous les membres de l'association qui, à divers titres, ont consacré leur temps, leur énergie et leur imagination au développement de l'ABS et au succès de ses activités. Je formule le vœu que pour chacun cela ait également été une source d'enrichissement personnel.

Jacques Cordonier

Tätigkeitsbericht der Vereinigung Schweizerischer Bibliothekare 1989/90 Der Generalversammlung vom 21. September 1990 in Freiburg erstattet

I. Vorstand

1. Bericht des Präsidenten der VSB

Die VSB hat ihr Schwergewicht im vergangenen Jahr, neben ihren herkömmlichen Tätigkeiten vermehrt auf die Reform ihrer Strukturen und die Berufsausbildung gelegt.

Einleitung

Alle sprechen von der raschen und anhaltenden Entwicklung im Bibliotheks- und Dokumentationsbereich. Es versteht sich von selbst, dass unsere Arbeitsweise durch die Hinwendung an die «neuen Technologien» beeinflusst wird. Was sich aber vielleicht noch nachhaltiger verändert, ist die gesellschaftliche Bedeutung der Bibliotheken. Eine schweizerische Wochenzeitung sprach gar vom «Renouveau des bibliothèques», die EG lanciert einen Entwicklungsplan der europäischen Bibliotheken, in Paris, Frankfurt und London sind bedeutende Projekte in der Realisierungsphase: die Gesellschaft im allgemeinen und die politisch Verantwortlichen im besonderen, seien es schweizerische oder ausländische, entdecken die Wichtigkeit der Bibliotheken als wesentlichstes Bindeglied für den Zugriff zur dokumentarischen Information. Selbst wenn diese Bewusstwerdung in Anbetracht der noch zu leistenden Anstrengungen langsam und bescheiden erscheint, sie ist vorhanden, und das ist erfreulich. Für uns heisst dies in erster Linie Anspruch und Herausforderung: der Anspruch, die Bedürfnisse der Benutzer zu erkennen, und die Herausforderung, die entsprechenden Antworten darauf zu finden.

Jede rasche Veränderung bringt eine gewisse Unbeständigkeit mit sich, die die zentrifugalen Kräfte begünstigt. Auch unsere Vereinigung ist davor nicht gefeit: die Arbeitsgruppen inner- und ausserhalb der VSB vermehren sich. Hier besteht die Herausforderung darin, die Dynamik jedes einzelnen zu unterstützen. Gleichwohl soll unserer Vereinigung aber genügend Raum bleiben, damit sie ihrer Rolle als Vermittlerin und Vertreterin der Bibliotheken und Berufsleute gerecht wird. In diesem Sinne hat der Vorstand bis anhin gearbeitet, und darin sieht er seine Aufgabe auch in Zukunft, denn er ist heute mehr denn je davon überzeugt, dass eine gemeinsame Struktur alle Bibliothekstypen und Berufsleute vereinigen muss.

Zusammenarbeit

Die VSB beteiligt sich an zwei wichtigen gemeinschaftlichen Projekten. Es handelt sich vorerst um das «Verzeichnis der ausländischen Zeitschriften und Serien in Schweizer Bibliotheken» (VZ), dessen erste Auflage auf einem Datenträger in die letzte Etappe tritt. Die Zahl der gesammelten Titel, weit höher als zu Beginn angenommen, hat das Projekt um gut sechs Monate verzögert. Die Veröffentlichung des VZ-7 ist deshalb für das Jahr 1991 vorgesehen. Um die Finanzierung des VZ mittelfristig zu sichern, hat der Vorstand beschlossen, den Preis der Fotokopiermarken zu erhöhen. Um eine längerfristige Unterstützung für das Projekt zu finden, haben zudem enge Kontakte mit dem neuen Direktor der Landesbibliothek stattgefunden. Frau Gaby Knoch-Mund, wurde mit der Redaktion der Neuausgabe des «Repertoriums der handschriftlichen Nachlässe in den Bibliotheken und Archiven der Schweiz» beauftragt. Mit ihrer Anstellung am 1.5.90 ist die Vorbereitung des Projektes abgeschlossen und die Realisierungsphase hat begonnen. Dieses Projekt wird gemeinsam mit der Vereinigung Schweizerischer Archivare (VSA) durchgeführt.

Die Festlegung von Richtlinien und Arbeitsregeln bilden einen wichtigen Teil unserer Tätigkeiten im Dienste der Zusammenarbeit. Die Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der allgemein öffentlichen Bibliotheken (SAB) hat sich durch die Herausgabe der Richtlinien zur Einführung der EDV in kleinen Bibliotheken besonders hervorgehoben, zudem erscheinen demnächst die «Richtlinien für Schulbibliotheken», als Ergänzung zu den im Jahre 1984 erschienenen «Richtlinien für die Gemeindebibliotheken». Diese Publikationen bilden wertvolle Instrumente für die Bibliothekare, wie für die kantonalen und kommunalen Verantwortlichen des öffentlichen Bibliothekswesens.

Die Kommission für alphabetische Katalogisierung hat die Redaktion und Übersetzung von 6 Faszikeln beendet. Deren Veröffentlichung ist noch für dieses Jahr vorgesehen.

Der interbibliothekarische Leihverkehr bleibt eine der Hauptformen der Zusammenarbeit. Die neuen Möglichkeiten im Bereiche der Datenverarbeitung und die veränderte Ausleih-Politik einiger Bibliotheken stellt die gegenwärtige Funktionsweise allerdings in Frage. Der Vorstand hat die Arbeitsgruppe der Benutzungsdienstchefs beauftragt, Vorschläge auszuarbeiten, die es erlauben, die gemeinschaftlichen Arbeitsregeln auf diesem Gebiet beizubehalten. Das Resultat dieser Arbeit wird für das Jahr 1991 erwartet.

Ausbildung

In diesem Frühjahr hat die VSB eine Ausbildungskommission geschaffen, deren Aufgabe es ist, dem Vorstand Vorschläge für die Aus- und Weiterbildungs-Politik zu unterbreiten. Ihr Auftrag wurde in ARBIDO-B 90/3 veröffentlicht. Besser, als es bis anhin der Vorstand konnte, wird diese Kommission die Entwicklung im Bereich der Ausbildung, der Bibliothekswissenschaft und im Informations- und Dokumentationsbereich verfolgen. Die Kommission hat ihre Arbeit im letzten Mai, unter dem Vorsitz von Herrn Jacques-André Humair, Stadtbibliothek La Chaux-de-Fonds, aufgenommen.

Sie ist unter anderem für die Kaderkurse der Diplombibliothekare verantwortlich. Um diesen Auftrag erfolgreich ausführen zu können, stützt sie sich auf die sehr positiv ausgefallenen Vorschläge der Personalorganisation, der Arbeitsgruppe DIBI/BIDI und der Fortbildungskommission, der Organe, die sich auch an der Ausarbeitung beteiligen.
Das vergangene Jahr bestätigte, dass sich die neuen Strukturen der Kursorganisation für das Berner- und Lausanner-Diplom bewährt haben. Die klare Aufteilung der Verantwortung zwischen Dozenten, Aufsichtskommission und der Kursleiter(in) bietet in Zukunft eine vermehrte Transparenz. Es liegt nun bei der Ausbildungskommission, die Zusammenarbeit der drei Ausbildungsorte besser zu strukturieren.
1989 wurden die Richtlinien für die innerbetriebliche Ausbildung angenommen. Der Vorstand ist darauf bedacht, dass die darin festgehaltenen Massnahmen eingehalten werden. Er hat deshalb die Prüfungskommission beauftragt, zu überprüfen, ob die Ausbildungsbibliotheken, die festgelegten Bedingungen einhalten. Damit die Ausbildungsqualität beibehalten werden kann, muss die Ausbildung gegebenenfalls durch Praktika in anderen Bibliotheken ergänzt werden.
Das Erziehungsdepartement des Kantons Tessin hat den Antrag gestellt, dass der dritte Bibliothekarenkurs, der diesen Herbst beginnt, von der VSB anerkannt wird. Die in diesem Zusammenhang durchgeführten Abklärungen haben gezeigt, dass die Aufnahmebedingungen, das Stoffprogramm und die Prüfungsmodalitäten leicht an die Forderungen der VSB angepasst werden können. Da der Kanton Tessin aber nicht über genügend Ausbildungsbibliotheken verfügt, musste hierfür eine geeignete Lösung gefunden werden. Die VSB hat den Kanton Tessin deshalb provisorisch als «Ausbildungskanton» anerkannt. Es wurde vereinbart, dass die Leitung der Tessiner Kurse die Verantwortung für die praktische Ausbildung der 15 Kursteilnehmer(innen) übernimmt, und dass sie für jede(n) von ihnen ein eigenes Programm mit Praktika in verschiedenen Bibliotheken (im Tessin und in der übrigen Schweiz) zusammenstellt. Zusammen sollen diese Praktika eine gleichwertige praktische Ausbildung garantieren, wie sie eine Ausbildungsbibliothek bietet. Jede(r) Volontär(in) wird, während der gesamten Dauer seiner/ihrer Ausbildung von einem Ausbildungs-Leiter, ausgewählt unter den im Tessin tätigen Bibliothekaren, begleitet. Das Ziel des Vorstandes und der Prüfungskommission ist es gewesen, den Tessin besser in unsere Strukturen zu integrieren ohne dabei das Ausbildungs-Niveau der künftigen VSB-Diplomierten zu senken.
Der Ausbildung der Ausbildner wurde ebenfalls besondere Aufmerksamkeit beigemessen. Die Fortbildungskommission organisierte einen entsprechenden Kurs.

Partner

Die VSB setzt ihre Zusammenarbeit mit den Vereinigungen im Informations- und Dokumentationsbereich fort. ARBIDO, im fünften Jahr des Erscheinens, befindet sich auf einer gesunden finanziellen Basis, dies insbesondere dank dem vermehrten Interesse der Inserenten: im Jahre 1989 deckten die Werbeeinnahmen (Fr. 45 000.-) fast die Hälfte der Ausgaben.
Auf Anregung der SVD arbeitet eine Arbeitsgruppe an einer Projektstudie zur Herausgabe eines Führers der dokumentarischen Quellen in der Schweiz. Dieses Werk soll die 4. Auflage von «Archive, Bibliotheken und Dokumentationsstellen der Schweiz», welches 1976 veröffentlicht wurde, ersetzen.
Um regelmässig die gemeinsamen Anliegen zu erörtern, treffen sich die Präsidenten der VSA, der SVD und der VSB zweimal jährlich. Im Anschluss an dieses erste Treffen haben die Vorstandsmitglieder der drei Vereinigungen beschlossen, im Jahre 1993 eine gemeinsame Fachtagung durchzuführen. Eine Arbeitsgruppe, gebildet aus den jeweiligen Verantwortlichen für die Weiterbildung, wurde beauftragt,

Vorschläge in dieser Richtung zu unterbreiten.
Die VSB ist bemüht, die Kontakte mit dem Eidgenössischen Departement des Innern (EDI) zu intensivieren. Ein Treffen mit dem Direktor des Bundesamtes für Kultur ist vorgesehen. Ausserdem planen die Erziehungsdirektorenkonferenz und das Bundesamt für Kultur, eine Arbeitsgruppe einzusetzen, mit dem Auftrag, ein Konzept zur Förderung des öffentlichen Bibliothekswesens auszuarbeiten. Der Vorsteher des Departementes des Innern hat sich bereit erklärt, die VSB an dieser Studie mitarbeiten zu lassen.
Im Rahmen der parlamentarischen Arbeit zur Ausarbeitung des neuen Gesetzes über das Urheberrecht, hat der Vorstand zuhanden der zuständigen ständerätlichen Kommission interveniert. Dieser Schritt geschah im Einverständnis mit der Schweizerischen Hochschulkonferenz. Gemäss dem Vorschlag der Kommission, dürften die Bibliotheken nicht mit neuen Gebühren belastet werden. Das Verfahren allerdings wird noch langwierig und schwierig sein. Vor diesem Hintergrund hat der Vorstand die Urheberrechtskommission, unter dem Vorsitz von Herrn Gabriel Frossard, Direktor der Rechtsbibliothek der Universität Genf, wiedereingesetzt. Ihre Aufgabe ist es, Überlegungen zu diesem Themenkreis anzustellen, um gegebenenfalls intervenieren zu können. Der Auftrag dieser Kommission ist in dieser Nummer des ARBIDO-B veröffentlicht.

Interne Anliegen
In ARBIDO-B (vgl. 90/3) wurden die Mitglieder über die Art und Weise informiert, wie der Vorstand die Struktur- und Betriebsreform der Vereinigung vorbereitet hat. In dieser Ausgabe sind die neun hauptsächlichen Thesen eines «Weissbuches» veröffentlicht, welches an alle Mitglieder verteilt wurde. Dieses Dokument bildet die Grundlage zu einer Debatte anlässlich der Generalversammlung in Freiburg. Es erübrigt sich deshalb, hier näher auf diese Frage einzugehen. Wir möchten hier nur erwähnen, dass der Vorstand, im Bereiche seiner Kompetenzen, bereits jetzt, der im «Weissbuch» festgelegten Linie folgt. Zudem hat er beschlossen, in Zukunft kleinere Kommissionen und Arbeitsgruppen zu bilden als bisher, damit ihre Aktionen wirksamer und konzentrierter werden.
Schliesslich soll demnächst eine Kampagne zur Werbung neuer Individual- und Kollektiv-Mitglieder lanciert werden, dies sobald die dafür vorgesehene Broschüre gedruckt ist.
In diesem Zusammenhang stellt der Vorstand an der Generalversammlung den Antrag, Personen, die sich in der Ausbildung befinden, den Mitgliederbeitrag für höchstens drei Jahre zu erlassen. Es wird aber trotzdem eine formelle Beitrittserklärung verlangt. Wir hoffen, mit dieser Massnahme vermehrt Mitglieder für unseren Berufsverband zu gewinnen.
Zwei Jahre nach der Genehmigung der neuen Statuten, hat sich gezeigt, dass die neue Organisation der SAB erlaubt, ihre Aktivitäten besser über das ganze Land zu verteilen. Ihre Verwurzelung in den drei Sprachregionen hat sich vergrössert. Dasselbe gilt für die DIBI/BIDI. Ihre Integration als Arbeitsgruppe innerhalb der Personalorganisation erlaubt es ihr, ihrem Standpunkt vermehrt Gewicht beizumessen; dies dürfte auch ihren Beitrag zur Entwicklung der gesamten VSB erhöhen.
Ich möchte es nicht unterlassen, an dieser Stelle allen Mitgliedern zu danken, die im vergangenen Jahr ihre Zeit und Energie für die Anliegen der VSB eingesetzt haben. Ich hoffe, dass Ihnen dieser Einsatz eine persönliche Bereicherung gebracht hat.

Jacques Cordonier

2. Jahresbericht VSB-Sekretariat

Das VSB-Sekretariat als Stabsstelle des jeweiligen Präsidenten versteht sich mehr und mehr auch als Dienstleistungszentrale für Einzel- und Kollektivmitglieder. Die Aufgaben im

einzelnen aufzuzählen würde zu weit führen, reichen sie doch vom Fundbüro von an Sitzungen liegengebliebenen Gegenständen bis zur nie abschliessend zu beantwortenden Frage nach der wirklich besten EDV-Lösung oder zur manchmal sogar erfolgreichen Personalvermittlung. Sekretariat der Prüfungskommission, Administration des Direktversands von Fotokopien («Kopiermarken»), Geschäftsführung VZ, allgemeine Finanzverwaltung und manches andere führen zu einem Wochenpensum von +/- 30 Stunden, mit weiterhin zunehmender Tendenz.
Neben dem VSB-Sekretär, der durchschnittlich 10% seiner Arbeitszeit VSB- und damit gesamtschweizerischen Belangen des Bibliothekswesens widmet, teilen sich die Damen Hélène Ambühl, Susanne Bühler, Elisabeth Gerber und Gaby Rauch (Informatik) in die vielfältigen Aufgaben eines innovativ geführten Verbandsekretariates. Zurzeit wird abgeklärt, ob sich im Sinne einer effizienteren Arbeitsabwicklung der Übergang zu einer Vollzeitstelle rechtfertigt. Unbestritten ist, dass die durch die VSB erbrachten kommerziellen Dienstleistungen (wie Katalogzettelverkauf oder Kopiermarken) nicht nur die Material-, sondern auch die Infrastrukturkosten decken müssen.
Erfolgreiche Dienstleistungen setzen engagierte Mitarbeiterinnen voraus. Dafür sei allen herzlich gedankt. Logistische Unterstützung leisten ferner verschiedene Mitarbeiter der SLB, der Eidgenössischen Getreideverwaltung und des Bundesamts für Statistik. Auch diese unbürokratisch geleistete Hilfe verdient den Dank der VSB.

Willi Treichler

II. Berichte der Personalorganisation und der Arbeitsgemeinschaften
Rapports de l'organisation du personnel et des communauté de travail

1. Personalorganisation

Der Personalorganisation obliegen laut Reglement vom Oktober 1977 die folgenden Aufgaben und Zielsetzung: eine Interessenvertretung der Einzelmitglieder auf sozialem und beruflichem Gebiet, auf dem Feld der Aus- und Weiterbildung und in der Förderung des Informations- und Erfahrungsaustausches von Bibliothekaren und Bibliotheksangestellten, ebenso die Zusammenarbeit mit VSB-Arbeitsgemeinschaften und Kommissionen. Die Kontaktpflege besorgen hauptsächlich die Regionalvertretungen.
Jede Region delegiert einen Vertreter in das Komitee. Der im letzten November genehmigte Arbeitskatalog umfasst die folgenden Projekte: Gehaltsumfrage beim Bibliothekspersonal; Lohnumfrage bei den Volontären; Massnahmen zur besseren Anerkennung unseres Berufes; Einfluss auf die Ausbildungskommission und die Fortbildungskommission; Schaffung einer Stelle für Auslandkontakte und Stages; Regionale Weiterbildung; Betreuung von Berufsanfängern; Neufassung der Broschüre «Der Bibliothekar»; Kontakt zu den Berufsberatern; Umfrage über die Spesenvergütung für VSB-Arbeit in Kommissionen, Arbeitsgruppen, usw.; Schaffung eines Mitgliederausweises. Ausserdem hat die Personalorganisation Überlegungen zu den Themen «VSB-Strukturreform», «PO-Strukturreform» und «Kaderausbildung für Diplombibliothekare» angestellt. Dem Antrag an die Generalversammlung 1989 in Lugano betreffend «Beizug von Fachleuten im Bereich Verbandsmanagement» wurde nur teilweise entsprochen.
Gemäss einem Vorschlag des neuen VSB-Präsidenten hat sich der Verein der DIBI/BIDI entschlossen, als Arbeitsgruppe der Personalorganisation mitzuwirken, bis neue Lösungen via Strukturreform gefunden werden. Jean-Clau-

de Rohner übernimmt die gegenseitige Orientierung.

Aus den Veranstaltungen der Regionen (in Auswahl):

Basel: Besuch des Museums in Lörrach.

Bern: Besuche der Ausstellung «Afrikanische Kunst im Kunstmuseum Bern», der Schweizerischen Theatersammlung Bern. Vorträge von Fritz Hochuli über «Modelleisenbahnen», von Max Waibel über «Die Walser im Piemont und im Aostatal» und über die «Neuerungen in der Stadt- und Universitätsbibliothek Bern seit November 1988».

Genf: SIBIL Einführungen, Vorbereitung einer Lohnumfrage bei Praktikanten. Ausserdem wurden anlässlich der Generalversammlung der AGBD die CESID-Absolventen in den Verein AGBD aufgenommen.

Waadt: Diskussion betreffend die Berufsanerkennung.

Luzern/Zentralschweiz: Die Regionalgruppe Zentralschweiz war beim Buchantiquariat von Matt in Stans zu einer Führung durch die riesige Sammlung mit grosser Tradition eingeladen und durfte auch einige buchgeschichtliche Raritäten bewundern.

Neuchâtel-Fribourg-Jura-Berne francophone: Besuche im Stadtarchiv Neuenburg und im Museum für Ethnographie in Neuenburg. Publikation des Mitgliederverzeichnisses der Region.

St. Gallen/Ostschweiz: Besuch der neuen HSG-Bibliothek in St. Gallen mit anschliessender Diskussion über die PO-Strukturanalyse. Vortrag über den «Karolingischen Bucheinband» veranstaltet von der Stiftsbibliothek St. Gallen.

Zürich: Führung durch das mittelalterliche Zürich. Besuche des Jung-Instituts und der Universitätsbibliothek Zürich-Irchel. Vortrag von J. van Borm über das «EG-Bibliotheksförderungsprogramm».

Nach der letzten Generalversammlung hat Paul Hess das Präsidium an Doris Ueberschlag übergeben, Marie-Françoise Piot die Vertretung des Waadtlandes im Komitee an Guy Roland, Pierre Bridel die Vertretung Neuenburg-Fribourg-Jura-Berne francophone an Loic Diacon. Neu zum Team Zürich konnte Doris Kuhn gewonnen werden. Den scheidenden Kollegen sei hier nochmals herzlich für ihr Engagement gedankt.

Mitglieder des Komitees auf 1. Mai 1990:
Anna Brunner (Pestalozzibibliothek Zürich)
Loic Diacon (CIP-Médiathèque Tramelan)
Marie-Elisabeth Hauswirth (Stadt- und Universitätsbibliothek Bern)
Paul Hess (Zentralbibliothek Luzern)
Doris Kuhn (ETH-Bibliothek Zürich)
Jean-Claude Rohner (Universitätsbibliothek Basel)
Guy Roland (Réseau romand des Bibliothèques Lausanne)
Marie-Claude Troehler (Centre de documentation pédagogique Genève)
Doris Ueberschlag (Kantonsbibliothek Vadiana St. Gallen)
Flavia Vitali (Biblioteca regionale Bellinzona)

Doris Ueberschlag

1.1 DIBI/BIDI

Die Arbeit der DIBIs war in den letzten Monaten durch folgende Themen geprägt:

- Aufbau der Regionalgruppen: Die Regionalgruppen sind erweitert worden. Zu Basel, Bern und Zürich sind noch Aarau und St. Gallen gestossen.
- Für die Aus- und Weiterbildung wurde dem VSB-Vorstand ein Papier übergeben, das unsere Vorstellungen über Zulassungsmodalitäten und Inhalte enthält.
- Die Vorbereitungen für die Lohnumfrage und der Versand der Umfragebogen wurde in die Wege geleitet.
- Die Zusammenarbeit mit der VSB ist

ständiges Traktandum; nach den ersten Erfahrungen warten wir ab.
- Die Zusammenarbeit mit der PO, der wir als selbständige Arbeitsgruppe angehören, funktioniert weitgehend gut.

2. Arbeitsgemeinschaft Hochschulbibliotheken

Die Mitglieder der Arbeitsgemeinschaft trafen sich am 12. September 1989 in der Stadt- und Universitätsbibliothek Bern und am 20. März 1990 in der neuen Hochschulbibliothek St. Gallen. An beiden Sitzungen fand ein reger Informationsaustausch statt. Nicht zuletzt im Hinblick auf die Strukturreform der VSB wurde versucht, Klarheit über die Aufgaben der Arbeitsgemeinschaft zu gewinnen.
Das Verhältnis zur Kommission für Universitätsbibliotheken der Schweizerischen Hochschulkonferenz (KUB) wurde eingehend diskutiert, ohne dass die Gespräche zu einem eindeutigen Ergebnis führten. Einigkeit besteht darüber, dass der Arbeitsgemeinschaft im Rahmen der VSB die Aufgabe zukommt, die Meinung der Hochschulbibliotheken zu formulieren und zu vertreten. Eine gewisse Doppelspurigkeit mit der KUB kann nicht immer vermieden werden.
Eine engere Zusammenarbeit mit der Arbeitsgemeinschaft der Studien- und Bildungsbibliotheken wird eher skeptisch beurteilt, da zu wenig gemeinsame Interessen bestehen.
Die Bildung von speziellen Arbeitsgruppen (zum Beispiel Bibliotheksautomatisierung oder Ausleihchefs) wird immer wieder notwendig sein. Ist ihre Aufgabe erfüllt, so sollte man sich auch nicht scheuen, sie wieder aufzulösen.

Roland Mathys

3. Studien- und Bildungsbibliotheken

Die Bibliothekarinnen und Bibliothekare der Arbeitsgemeinschaft Studien- und Bildungsbibliotheken trafen sich am 2. Mai in Bern. Am Tagungsort, dem Haus des Schweizer Bibliotheksdienstes, gab die Leiterin, Frau Judith Renner-Bach, einen Überblick über ihre Tätigkeit und den Betrieb. In ihrem Vortrag informierte Frau Renner über die Absichten und Ziele des SBD. Im Anschluss daran fand eine rege Diskussion statt, wobei besonders das Thema EDV zur Sprache kam.
Danach wurde intensiv über die Strukturreform der VSB diskutiert, Vorschläge erörtert. Die Arbeitsgemeinschaft versuchte bei dieser Gelegenheit einmal mehr, sich selbst zu definieren, Sinn und Zweck zu formulieren. Diese Aussprache gab unserer Gemeinschaft wieder neue Impulse und Ideen, die in kommender Zeit verwirklicht werden sollten. Aus den verschiedenen Voten wurde ganz deutlich klar, dass die Arbeitsgemeinschaft in der heutigen Form weiterleben will. Die Diskussion wird fortgesetzt.
Die Anwesenden informierten in Bern weiter über ihre Bibliotheken und erläuterten aktuelle Fragen, Erfolge und Probleme der jeweiligen Betriebe.
Während des ganzen Jahres wurde der Präsident als Vermittler in verschiedenen Fragen beansprucht. Er fungierte dabei als Koordinator bibliothekarischer Tätigkeiten und vermittelte für Kolleginnen und Kollegen Kontakte im In- und Ausland.
1989 wurde beschlossen, dass die Arbeitsgemeinschaft vermehrt Referenten einlädt, welche über Themen referieren, die von allgemeinem bibliothekarischem Interesse sein dürften. Diese Tagungen werden dann jeweils allen Interessierten angeboten und im ARBIDO publiziert.

Christoph Rast

4. Communauté de travail des bibliothèques de lecture publique

Période 1989 - 1991

Rapport intermédiaire

La SAB/CLP a introduit, avec la mise en vigueur de ses nouveaux statuts, un

rythme bisannuel. L'assemblée des délégués au plan suisse aura donc lieu tous les deux ans.
L'année 1990 est celle des assemblées régionales. Elles ont eu lieu le 11 mai pour la Suisse alémanique et le 18 mai pour la Suisse romande. La Suisse italienne organisera son assemblée des délégués en octobre 1990.
Le présent rapport n'est donc qu'un rapport intermédiaire. Différents *groupes de travail* traitent, sur mandat du Comité fédératif, des problèmes spécifiques. Deux d'entre eux présentent cette année les résultats de leurs travaux sous forme de publications.

L'informatique dans les bibliothèques. L'informatique préoccupe de plus en plus les responsables de bibliothèques communales et scolaires. La SAB/CLP a donc décidé en automne 1988 de créer un groupe de travail qui avait le mandat d'élaborer des lignes directrices pour l'informatisation des bibliothèques de diverses grandeurs. Au printemps 1990 les travaux ont été publiés. Ils sont diffusés par le Service Suisses aux Bibliothèques pour l'édition allemande et par le Bibliocentre de Lausanne pour l'édition française.

Les normes pour les bibliothèques scolaires
Vu le bon accueil réservé aux «Normes pour les bibliothèques de lecture publique» publiés en 1984 le Comité fédératif a chargé la Commission des normes d'élaborer des directives similaires pour les bibliothèques scolaires. L'édition allemande est disponible au Service suisse aux Bibliothèques dès juillet 1990. L'édition française suivra dans quelques semaines. Elle sera diffusée par le Bibliocentre de Lausanne.

L'Assemblée des délégués du 15 et 16 juin 1989. Elle a essentiellement mis en place les nouvelles structures en élisant un nouveau comité fédératif composé des trois présidents régionaux et de six autres membres recrutés dans les trois régions linguistiques. Elle a pris congé avec reconnaissance des membres sortant et de son président Paul Haefliger.

La Conférence des Cantons à Lenzbourg. Elle s'est réunie le 27 octobre 1989. Elle a mis au centre de ses débats une conférence de M. Anton Krättli, critique littéraire. La conférence était suivie d'une table ronde composée d'éditeurs, de libraires et de bibliothécaires. – Les traditionnels rapports des cantons ont été publiés dans le no 3 de SAB-Info.

Quelques préoccupations. Les nouvelles structures et la dissociation de la présidence de la SAB/CLP de la direction de la BPT font que le fonctionnement de la SAB doit être clarifié. Ces prochains mois nous préciserons notamment de quelle manière le secrétariat de la SAB devra être assuré. Le rôle du secrétariat en tant qu'institution permanente est en effet déterminant pour l'efficacité du Comité fédératif mais aussi pour les groupes régionaux.
Une autre préoccupation majeure reste la formation permanente mais aussi la formation de nombreux responsables de petites bibliothèques scolaires et communales. La demande est importante et nos structures sont faibles. La réflexion devra aussi porter sur une meilleure coordination et une certaine harmonisation de l'offre.

Marianne Laubscher

III. Arbeitsgruppen und Kommissionen
Groupes de travail et commissions

1. Prüfungskommission

In der Zusammensetzung der Kommission sind einige markante Änderungen zu verzeichnen. Die Damen Anne de Werra, Doris Neuenschwander sowie die Herren Régis de Courten und Franz Georg Maier haben nach zum Teil jahrzehntelanger Tätigkeit in diesem Gremium den Rück-

tritt erklärt. Wir danken allen scheidenden Kolleginnen und Kollegen ganz herzlich für die wertvolle Mitarbeit. Auf Ende 1989 ist Marlis Küng als Präsidentin zurückgetreten, wird aber weiterhin als Kommissionsmitglied tätig sein. Nach einigen Schwierigkeiten erklärte sich Robert Barth bereit, das Präsidium zu übernehmen.
Der Wandel im Erscheinungsbild aller Informationsberufe zwingt auch die Prüfungskommission, neue Anforderungen an den Beruf sinnvoll in die Prüfungsinhalte zu integrieren. Als Stichworte seien nur die Fächer Leihverkehr und Formalkatalogisierung und - eng damit verbunden - Bibliographie genannt. Probleme stellen sich vor allem auch in der Prüfbarkeit der neuen Lerninhalte. Eines ist sicher: neue Technologien und neue Prüfungsformen führen sicher nicht zu einer Reduktion des Zeitaufwandes, das jedes Mitglied meist ausserhalb der Arbeitszeit erbringen muss.
Die Prüfungskommission begrüsst daher die Schaffung einer Ausbildungskommission VSB, die sich vorab mit den konzeptionellen Fragen der bibliothekarischen Ausbildung in der Schweiz insgesamt befassen wird. Damit kann sich die Prüfungskommission auf ihre eigentliche Aufgabe, Organisation und Durchführung der Prüfungen, Begutachtung der Diplomarbeiten und Verleihung der Diplome, konzentrieren. Sie legt indes grossen Wert darauf, eine enge Zusammenarbeit mit der Ausbildungskommission aufzubauen und dort angemessen Gehör zu finden.

Marlis Küng

Angenommene Diplomarbeiten Herbst 1989 und Frühjahr 1990
Travaux de diplôme acceptés automne 1989 et printemps 1990

Bern

Bättig Ruth: Erschliessung der Veröffentlichungen des Naturforschers Dr. h.c. Hermann Fischer-Sigwart (1842-1925) in der Stadtbibliothek Zofingen
Bernhard Uwe: Aufbau und Inbetriebnahme der Bibliothek des Schweizerischen Ausbildungszentrums für Marketing, Werbung und Kommunikation (SAWI)
Brunner Fränzi / Moser Claudia / Wyss Monica: Lesesaal-Revision an der Stadt- und Universitätsbibliothek Bern
Burch Walter / Dähler Ann-Brita: Überarbeitung und Erfassung der Dokumentation des Restaurationsateliers der Stadt- und Universitätsbibliothek Bern auf Lidos 3.1
*Gertsch Manuela / Wüthrich Ursula:*Ihre Meinung bitte: Befragung an der Stadt- und Universitätsbibliothek Bern zu Wünschen und Zufriedenheit ihrer Benutzer
Kümin Rita: Schweiz - Suisse - Svizzera - Svizra - Switzerland. Register der Jahre 1973 bis 1989
Marti Käthi: Max Frisch: Materialien zu Werk und Biographie. Gesammelt von Hans Bänziger
Mutter Bettina: «Rendez-vous à la bibliothèque», Treffpunkt Bibliothek. Werbetonbildschau
Nussbaumer Marianne: Bestandesaufnahme und Erschliessung der Zeitschriften der Institute für Psychologie, Pädagogik und Sozialarbeit der Universität Freiburg i.Ue.
Perucchi Manuela: Organizzazione del Centro di documentazione della Sezione sanitaria del Dipartimento delle opere sociali, Bellinzona
Weilenmann Anne-Käthi: Ergänzung und Aufbau des Fremdsprachenbestandes für Gastarbeiter des Bibliocenters Deutschschweiz der Schweizerischen Volksbibliothek

Suisse Romande

Aubert Jean-Luc: Implantation d'un service de référence dans une bibliothèque universitaire de type traditionnel
Baumgartner Lina: Inventaire et catalogage des périodiques vivants de la Bibliothèque des Cèdres (BCU Lausanne)
Benedetti Michèle: Etude préparatoire pour l'implantation d'un module de prêt en système intégré de gestion de bibliothèque à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel
Berner Valerie: Mise en place du système de prêt informatisé au centre de documentation de l'Ecole supérieure de commerce de Saint-Jean
Bontron Anne: Réorganisation, recatalogage, indexation des mots matières des sections «urbanisme», «architecture» et «design» de la Bibliothèque de l'Ecole des Arts décoratifs de Genève
Breaud Anne-Isabelle: Le développement des prestations de la Bibliothèque Pour Tous dans le domaine social du canton de Vaud
Burki Antoinette: Micro-thésaurus en sciences de l'éducation. Elaboration d'un Complement au thésaurus Eudised à l'usage de l'IRDP
Campiche Evelyne / Wegmann Dominique: Trente ans d'une chronique lausannoise (1960-1989): «Maison et quartiers d'autrefois» de Louis Polla: dépouillement et indexation
Crevoisier Yves: La Bibliothèque du Collège des Jésuits de Porrentruy (1592-1608): Essai de réconstitution
Fournier Rosemarie: Groupes sociaux défavorisés, lecture et bibliothèques en Valais romand
Ghirardi Anne-Claude: Création d'une vidéothèque à l'Ecole supérieure de commerce de Châtelaine
Girard Catherine: Organisation d'un système de dossiers documentaires à la Bibliothèque de la Ville Delémont
Guth Magdalena: Les droits de l'enfant: bibliographie internationale
Hofmann Eveline: Exploitation automatisée de l'iconographie d'un choix de livres anciens
Hugo Maria: L'informatisation de la bibliothèque de l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) à Genève et la mise en pratique du logiciel Bibliomac pour le prêt
Liaudat Laurent: Mise en place d'un libre-accès pour le Médiacentre fribourgeois de la Bibliothèque cantonale et universitaire
Loup Marinette: Réorganisation de la section de religion de la Bibliothèque du CESSEV: classement, catalogage et indexation alphabétique des matières
Perret Béatrice: Traitement des estampes et des cartes postales anciennes des Montagnes neuchâteloises
Ruffieux Caroline: Fonds de références sur la littérature pour l'enfance et la jeunesse de la bibliothèque des Jeunes de la Chaux-de-Fonds. Mise en valeur
Schilt Françoise: Autour de Jean-Philippe Dutoit-Membrini, ministre vaudois (1721-1793)
Schmid Françoise: Table générale des revues littéraires publiées en Suisse romande au XXe siècle (suite)
Schwaar Valérie: Création d'une phonothèque communale de disques compacts et de cassettes littéraires à Pully
Steffen Valérie: Réorganisation du secteur des beaux-arts (classes Dewey 700 à 769) à la bibliothèque du CESSNOV
Tami Sylvia: Conception et gestion d'une classification pour le fonds de coupures de presse des Archives d'Etats
Troyon Nicole: Pratiques et profils d'emprunteurs à la Bibliothèque Municipale de Lausanne

Zürich

Bühler Daniela: Erstellen eines Betriebshandbuches für die Filialen der Pestalozzi-Bibliothek Zürich
Gallati Silvia: Die Glarner Ansichten in den Beständen des Landesarchivs des Kantons Glarus: Erschliessung und Aufbewahrung
Gerber Barbara: Neugestaltung der Benutzerinformation der Hauptbibliothek Irchel
Grüninger Brigitte: Katalogisierung von graphischen Blättern: Schlösser, Burgen und Klöster im Bezirk Winterthur
Gryzlak Marie-Anne: Illegale antifaschistische Tarnschriften (1933-1945) in schweizerischen Bibliotheken. Standardverzeichnis mit ausführlicher bibliographischer Beschreibung
Härri Marianne: Reorganisation der Schulbibliothek Hohfurri Winterthur-Wülflingen
Kluser Esther: Zeitungskatalog der Zentralbibliothek Luzern und Vorarbeiten für eine Verfilmung der Luzerner Tageszeitungen
Kupper Heidi: Umfrage zur Benutzung der Zentralbibliothek Luzern
Lilljeqvist Sabina: Berichtsliteratur in der Zentralbibliothek Zürich. Neuerfassung der abgeschlossenen Periodika und Monographien innerhalb der Signaturengruppe LK der Zentralbibliothek Zürich
Marti-Baschung Philipp: Automation der Ausleihabteilung der Zentralbibliothek Luzern: Voranalyse
Müller Rita: Katalogisierung der Dedikationsexemplare im Karl Barth-Archiv Basel
Ramsperger Beatrice: Die Sanitätsbibliothek: ein medizinischer Fachbereich in der Kantonalen Verwaltungsbibliothek St. Gallen
Rossi Sonja: Evaluation von Möglichkeiten einer selbstinstruierenden Benutzerinformation an der ETH-Bibliothek Zürich, mit Schwergewicht auf technischen Informationsmitteln
Schaub Susanne: Neubearbeitung historischer Tondokumente im Radio-Studio Basel
Schelbert Rita: Formale und sachliche Neuerschliessung der an der Kantonsbibliothek Obwalden mit «Schweiz» besetzten DK 4. Integration in den Sachbuchbestand der Freihandausleihe und dessen Neueinrichtung
Schwendener Manuela: Online-Informationen über die Bibliotheken des Verbunds Basel-Bern
Tolle Kerstin: Reorganisation, Bearbeitung und Neuerschliessung der Bibliothek der Auslandhilfe der Caritas mit dem PC-Programm «Souffleur 3.5»
Wahrenberger Sabine: Unterschlagwortlisten für geographische Schlagwörter: Überarbeitung der Schlagwörter «Schaffhausen» und «Schweiz» im alphabetischen Schlagwortkatalog der Stadtbibliothek Schaffhausen

2. Berner Bibliothekarenkurs 1989

Der berufsbegleitend aufgebaute Kurs dient zur Vorbereitung auf die Diplomprüfung der VSB für Bibliothekare des mittleren Dienstes. Er dauert jeweils von Januar bis Dezember. Der Jahresbericht umfasst deshalb die Berichtsperiode Januar 1989 bis Dezember 1989.

Teilnehmer:
Gesamtkurs: 24, davon 9 im Angestelltenverhältnis
Hörer: 8 Teilnehmerinnen belegten Einzelfächer
Lektionenzahl:
306 reine Unterrichtslektionen, dazu 28 Lektionen für Exkursionen und Betriebsbesichtigungen. Zweimal jähr-

lich Repetitionskurse, insgesamt 40 Lektionen.
Kursinhalt und Lektionenzahl blieben gegenüber dem Vorjahr unverändert.

Das Hauptziel für das Berichtsjahr war, den Berner Bibliothekarenkurs bis 1990 auf die im VSB-Stoffprogramm vorgesehenen 400 Lektionen auszubauen. Dieses Ziel konnte erreicht werden, wobei die neue Kursleiterin auf vielseitige Unterstützung zählen konnte. Bisherige Dozentinnen und Dozenten erklärten sich bereit, auch neue oder umstrukturierte Fächer zu übernehmen, und jüngere Kräfte stellten sich neu zur Verfügung. Sie alle kamen in einem zweitägigen arbeitsintensiven und praxisbezogenen Didaktikkurs - geleitet von einem Dozenten des Schweizerischen Instituts für Berufspädagogik - zusammen und beschäftigten sich anhand des Stoffprogramms mit Fragen im Zusammenhang mit Unterrichtsplanung, -vorbereitung und -gestaltung. Ihr Engagement sei an dieser Stelle herzlich verdankt!
Bei der Kursorganisation drängten sich Umstrukturierungen auf, da das Amt der Kursleitung nicht mehr ehrenamtlich ausgeübt wird. In einem neuen Reglement (am 31. Mai 1989 vom VSB-Vorstand angenommen und in Kraft gesetzt) wurden die Aufgaben der Kursleitung umschrieben und die Mitglieder der Prüfungskommission VSB aus der von Bern aus betreuten Bibliotheksregion als Aufsichtskommission eingesetzt. In deren konstituierenden Sitzung wurde eine Absprache zwischen der Kursleitung und der Direktion der StUB genehmigt, die das Gastrecht der Kursleitung in der StUB regelt. Dies wurde dank dem Entgegenkommen von Herrn Dr. R. Barth möglich. Auch ihm sei hier herzlich gedankt, ebenfalls den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern der StUB, welche die Aufgaben der Kursleiterin mit vielen Dienstleistungen effizient unterstützen.
Finanziell wird der Kurs vom Kanton Bern mit einer jährlichen Subvention von Fr. 20 000.- unterstützt. Die Jahresrechnung 1989 weist einen Ausgabenüberschuss von Fr. 7809.95 auf. Dieser konnte aus dem Vermögen gedeckt werden.
Für das Jahr 1990 sind keine neuen Projekte vorgesehen. Es wird darum gehen, erste Erfahrungen mit dem Stoffprogramm zu sammeln und auszuwerten.

Ursula Surer

3. Cours romand pour l'obtention du diplôme ABS

Les cours romands ont pour mission principale de préparer les stagiaires ABS et les employés de langue française à l'examen final de formation donnant accès au diplôme de bibliothécaires ABS. Si son souci premier est de respecter au mieux les matières dites d'examens, elle ne se limite pas qu'à ça, qu'on en juge par la très grande diversité des cours proposés. En effet, pas moins de 27 branches différentes figurent au programme 1990, avec une nouveauté, le catalogage et la gestion des moyens audiovisuels (MAV).
Les objectifs des cours romands pour cette année étaient principalement d'ordre administratif. Il s'agissait de passer d'un système de gestion «de milice» à une gestion de type professionnel avec un administrateur employé à quart-temps et d'y adjoindre un organe de décision, appelé Conseil de direction des cours romands, fort de sept membres. L'opération s'est déroulée sans heurts et le nouvel administrateur est entré en fonction le 1er juillet 1989.
Le Conseil de direction a pour sa part siégé à quatre reprises depuis le mois de septembre 1989 et a notamment procédé à la nomination de son président, de l'administrateur, à l'établissement du budget 1990, à régler les questions des honoraires et de l'admission des candidats au cours 1990. Il a également mis au point un contrat pour l'engagement des enseignants.
Concernant les questions actuellement en discussion, deux nous tiennent

particulièrement à cœur, la première étant une recherche de subsides cantonaux afin d'alléger la charge de la finance d'inscription, et la deuxième étant la mise sur pied d'un programme de formation pour les formateurs.
Quant aux projets, un est en phase de réalisation, l'utilisation des locaux et des enseignants de l'Ecole romande des arts graphiques (ERAG) à Lausanne pour l'enseignement des procédés d'impression (16 heures de cours).
D'autres projets actuellement un peu moins avancés iront dans le sens d'une meilleure collaboration avec des organisations voisines (EBG, ASD, etc.) dans la perspective d'une optimalisation du potentiel de formateurs à disposition en Suisse romande.
Enfin, on ne saurait faire de projets sans citer le programme thématique de formation ABS duquel nous tentons progressivement de nous rapprocher en formulant le souhait qu'il s'adapte aussi à l'évolution de notre profession en gardant bien en vue que finalement, notre but, c'est de nous améliorer.

Laurent Voisard

4. Zürcher Bibliothekarenkurs 1989

Kurs für wissenschaftliche Bibliothekare
Die Aufsichtskommission der Kurse für wissenschaftliche Bibliothekare VSB hielt am 23. Mai und 30. Juni 1989 Sitzungen ab.
Der Kurs begann im Oktober 1989 und endet Dezember 1990; er umfasst 370 Lektionen (Kurs 1987: 354 Lektionen). 7 Prüfungsteilnehmer, 19 Gasthörer und 8 Diplombibliothekare nahmen daran teil. Die Abschlussprüfung findet 1991 statt.
Die Fächer Sacherschliessung und Bibliotheksgeschichte wurden neu auf je zwei Referenten aufgeteilt. Andere Fächer wie Betriebspsychologie und Erhaltung der Informationsträger erfuhren in Lehrinhalten und Lektionenzahl verschiedene Änderungen.
Von den Teilnehmern des Kurses 1987/88 meldeten sich 9 zum Prüfungsabschluss. Alle haben die Prüfung bestanden, eine Kandidatin mit Wiederholung.

Kurs für Diplombibliothekare
Der Kurs umfasste wie im Vorjahr 408 Lektionen, entsprechend 51 Kurstagen, eingeschlossen 40 Lektionen für Besichtigungen. 25 Teilnehmer, davon 17 aus allgemeinen wissenschaftlichen Bibliotheken, 5 aus allgemeinen öffentlichen Bibliotheken und 3 aus Spezialbibliotheken besuchten den Kurs. 23 Teilnehmer waren Volontäre, 18 Teilnehmer hatten einen Maturabschluss. Die in den letzten Jahren schrittweise vollzogene Ausrichtung auf das Stoffprogramm VSB führte zu einer Konsolidierung des Kursprogramms. Zwischen Herbst- und Weihnachtsferien fand der Kurs an zwei Tagen pro Woche statt, um den letzten Kursteil, der schon im Zeichen der Prüfungsvorbereitung steht, stärker zu entlasten. Der Wegfall von Schulungsräumen in der Zentralbibliothek konnte durch Anmietung benachbarter Kurslokalitäten behoben werden.

Kurs für nebenamtliche Gemeinde- und Schulbibliothekare
Der Kurs umfasste 192 Lektionen (Vorjahr 190), eingeschlossen 5 Besichtigungen. Von 63 Interessenten konnten 35 für den Kurs berücksichtigt werden.
Als Grundlage für die Kursarbeit diente die neu erschienene 5. Auflage der «Arbeitstechnik»; die seit Jahren bewährte programmierte Einführung in das Katalogisieren wurde überarbeitet und den Teilnehmern vor Kursbeginn abgegeben. Das Kursprogramm bot als neues, vierstündiges Unterrichtsfach eine Einführung in die Musikklassifikation. Die bisher fakultative Besichtigung der kantonalen Dokumentationsstelle entfiel.
34 Kursteilnehmer meldeten sich zur Prüfung an; 29 haben sie bestanden.

Kurs für Bibliotheksassistenten der Universität
Der Kurs umfasste wie im Vorjahr 46

Lektionen, inbegriffen eine fakultative Betriebsbesichtigung der Zentralbibliothek Zürich. 18 Assistenten und Bibliotheksmitarbeiter besuchten den Kurs.
Das Fach Sachkatalogisierung erfuhr zugunsten der Katalogkunde eine Straffung von 2 Lektionen.
Die Kursbewertung ergab, dass sich bei allen Teilnehmern die Erwartungen in den Kurs erfüllt haben oder sogar übertroffen worden sind.

Rainer Diederichs

5. Fortbildungskommission

Grundlage für die Tätigkeit der Fortbildungskommission ist das an der Jahresversammlung 1981 in Schaffhausen diskutierte Thesenpapier (Nachrichten VSB/SVD 57, 1981, 372-374). Danach soll die Kommission jährlich je eine mehrtägige Fortbildungsveranstaltung auf deutsch und auf französisch organisieren, wobei die Themen in der Regel von der Personalorganisation, den Kommissionen und übrigen Arbeitsgruppen der VSB vorzuschlagen sind.
Durchgeführt bzw. wiederholt wurde im Juni 1989 in Zürich der Kurs «Ausbildung der Ausbilder im Betrieb: Volontäre führen und instruieren», an dem 19 Personen teilnahmen.
An den Vorbereitungen der im Rahmen der Jahresversammlung in Lugano durchgeführten Vorträge und Podiumsdiskussionen zum Thema Non-books waren auch einzelne Mitglieder der Fortbildungskommission beteiligt.
An den drei Sitzungen, die die Kommission im Berichtszeitraum abhielt, befasste sie sich mit der Planung von künftigen Kursen, wobei sie die Ergebnisse der bei den VSB-Mitgliedern durchgeführten Umfrage berücksichtigte. Bereits ausgeschrieben werden konnte ein eintägiger Kurs «CD-ROM in Bibliotheken». Für Herbst 1990 ist ein zweiteiliger Kurs «Musik in Bibliotheken» geplant, der in Zusammenarbeit mit der Landesgruppe Schweiz der AIBM organisiert wird. 1991 soll eine Studienreise nach Berlin angeboten werden. Weitere Themen, die geprüft werden, sind unter anderem: Sicherheit in Bibliotheken, Online-Ordering, Telefax in Bibliotheken.
Im Auftrag des Präsidenten der VSB verfasste die Kommission eine Stellungnahme zum geplanten Kaderkurs für Diplombibliothekare.
Das Präsidium wechselte mit Ablauf der Amtsperiode im September 1989 von Marlis Werz, St. Gallen, zu René Specht, Schaffhausen. Als neue Mitglieder konnten gewonnen werden: Guy Roland, Lausanne, Vertreter der Personalorganisation, und Laurent Voisard, Lausanne. Die Kommission zählt somit zehn Mitglieder, Vertreter der VSA und der SVD nicht mitgerechnet. Die Vereinigung der Diplombibliothekare wurde eingeladen, ihrerseits einen Vertreter zu delegieren.

René Specht

6. VSB-Kommission für Statistik

Die VSB-Kommission für Statistik trat im Jahre 1989 nicht zusammen.

Christoph Jörg

7. Kommission für Öffentlichkeitsarbeit

Als zentrale Informationsstelle der VSB für Presse, Radio und Fernsehen besorgt die Kommission seit ihrem Bestehen im Jahr 1978 die Öffentlichkeitsarbeit an den VSB-Jahresversammlungen. So fand das letztjährige Thema «Neue Medien in Bibliotheken» der 88. Jahresversammlung in Lugano in den lokalen wie auch national ausgerichteten Medien sowie in der Fachpresse gebührende Beachtung.
Zum Routinegeschäft der Kommission gehört das Erteilen von Auskünften über Ausbildungsmöglichkeiten, den bibliothekarischen Stellenmarkt und über das schweizerische Bibliothekswesen. Die anhaltend günstige Konjunkturentwicklung und der Rückgang

der Geburtenzahlen haben zu einer auch für Bibliotheken spürbaren Austrocknung des Stellenmarktes geführt. Deshalb sind vermehrte Anstrengungen zur Verbesserung von Information und Image vordringlich. Die Kommission informierte verschiedene Berufsberatungsstellen über die bibliothekarische Ausbildung und beteiligte sich durch ihren Vorsitzenden an Maturandenorientierungen in Zürich und Luzern. Sie war auch am erstmaligen Zürcher Informationsmarkt für Frauen, die wieder in einen Beruf einsteigen wollen, mit einem Stand vertreten.
Auf Einladung des Buchhandels waren zehn grössere und kleinere Bibliotheken Gast am Zürcher Büchermarkt, der bei traditionell schlechtem Wetter stattfand. Diese Möglichkeit, über bibliothekarische Tätigkeiten und Dienstleistungen zu orientieren, soll weitergeführt und in der Präsentation verbessert werden.
Da Buchhändler wie Bibliothekare an gut gestalteten, lesefreundlichen Büchern interessiert sind, richtete die Kommission einen Aufruf an ausgewählte Bibliotheken, die von der eidgenössischen Jury als schönste Schweizer Bücher des Jahres prämierten Werke in den Bibliotheksräumen auszustellen. An verschiedenen Orten wurden die Bücher zwar gezeigt, doch wäre es zu begrüssen, wenn weitere Bibliotheken die jährliche Ausstellung in ihr Öffentlichkeitsprogramm aufnehmen.
Die Kommission vermag von ihrer Arbeitskapazität her keine umfassende PR-Tätigkeit auf Verbandsebene zu entwickeln; sie versteht sich vielmehr als Pikettdienst des VSB-Vorstands. In dieser Eigenschaft hat sie der vorbereitenden Kommission des Ständerats für das neue Urheberrechtsgesetz eine Stellungnahme der Schweizer Bibliothekare zum Urheberrechtsentwurf übermittelt.

Rainer Diederichs

8. Kommission für Alphabetische Katalogisierung

Die Kommission hat ihre Arbeiten an den VSB-Katalogisierungsregeln im Berichtsjahr 1989/90 intensiv weitergeführt.
Folgende Faszikel mussten noch fertiggestellt werden: A: Allgemeines, Einleitung; BF: ISBD(A); E: Einreihungsregeln; F: Spezifische Regeln für Spezialbestände (audiovisuelle Materialien, usw.); X: Beispielsammlung; Y: Anhang; Z: Register/Gesamtregister.
Mit Ausnahme des Faszikels Z, der erst nach der Fertigstellung aller Faszikeln erstellt werden kann, sind die Arbeiten mit allen anderen Faszikeln in beiden Sprachen weitgehend fertiggestellt und werden noch in diesem Jahr in den Druck geschickt.
Die Auslieferung des Kapitels D französisch, wegen technischen Schwierigkeiten in Rückstand geraten, erfolgte gegen Ende 1989.

Miklós Luif

9. Redaktion ARBIDO

Der bereits Tradition gewordene Sitzungsrhythmus (März/Juni/November) hat sich bewährt. Anzahl und Dauer der Sitzungen waren ausreichend, um alle laufenden Geschäfte zu erledigen.
Die finanzielle Entwicklung von ARBIDO ist geprägt von stetig wachsenden Ausgaben, aber von auch noch stärker wachsenden Einnahmen, die in erster Linie auf Inserate zurückzuführen sind. Die Differenz zwischen Budget und Rechnung im Ausgabenbereich konnte dank des hohen Einnahmenüberschusses bei den Inseraten gedeckt werden. In der Bilanz ergeben sich aus den Überschüssen der letzten Jahre über 30 000 Franken. Dieses finanzielle Polster wird es erlauben, das Erscheinungsbild der drei ARBIDO-Reihen weiter zu verbessern und pro Jahr eine Sondernummer zu finanzieren, ohne von den drei Träger-Vereinigungen höhere Beiträge fordern zu müssen.

Die Auswertung einer Leser-Befragung führte unter anderem zu einer verbesserten Aufmachung, vor allem des Bulletins. Zudem wird künftig der sorgfältigen Behandlung der französischen Texte mehr Aufmerksamkeit geschenkt.

Fritz Lendenmann

10. Arbeitsgruppe der Handschriftenbibliothekare

Sie besteht seit 1974, umfasst zur Zeit 16 Mitglieder und nimmt die gemeinsamen Interessen ihrer Spezialsammlungen wahr. Die 18. Jahresversammlung wurde am 26. April 1990 in Lausanne-Dorigny abgehalten. Deren wichtigste Geschäfte waren:

1. Groupe de travail romand sur les matériaux de conservation.
Diese seit 198 wirkende informelle Gruppe, in der auch Archive vertreten sind, erstrebt die kostengünstige Beschaffung unschädlicher (säurefreier) Archivierungsmaterialien (Kartonbehälter, Umschläge usw.). Gegenwärtiges Hauptanliegen ist die Ausarbeitung verbindlicher Qualitätskriterien, auf deren Grundlage alsdann Massenbestellungen (nach individuellem Zuschnitt) sollen vorgenommen und dadurch die enormen Kosten der neuen Materialien gesenkt werden können. Vertreter deutschschweizerischer Institutionen, die diese Bestrebungen unterstützen, wären der Gruppe willkommen.

2. Projekt «Beschreibung mittelalterlicher Handschriften in der Schweiz»
Gemäss Mitteilung von M. Steinmann wird das erste Teilprojekt (mittelalterliche Handschriften der Ministerialbibliothek Schaffhausen; R. Specht) seit Januar 1989 zügig realisiert. Das von der SAGW getragene Kuratorium hat sich im Mai 1989 konstituiert. An seiner Sitzung Ende Januar in Schaffhausen wurden weitere Teilprojekte diskutiert. Zur Zeit sind allerdings Personalprobleme zu lösen, bedingt durch einen Todesfall sowie das bevorstehende karrierebedingte Ausscheiden einer versierten Mitarbeiterin.

3. Projekt «Repertorium schweizerischer Nachlässe»
Auch die Arbeit an der Neuauflage des Schmutz-Pfister'schen Nachlassrepertoriums befindet sich, wie J.-P. Bodmer berichten kann, auf gutem Wege: Die im letzten Rapport erwähnten Vorarbeiten sind getan, das Büro ist zugesprochen, und am 1. Mai 1990 hat Frau lic. phil. Gaby Knoch-Mund ihre Stelle als Redaktorin angetreten. Die Fragebogen für die Altdaten sind versandt, ihr Rücklauf wird auf Ende Juni 1990 erwartet; die Formulare für die Neuzugänge ab 1979 werden folgen. Die ganze Aktion verlangt vor allem von Institutionen mit grossen Beständen ein erhebliches Mass zusätzlicher Arbeit!

4. Kodikologisches Bulletin
Die von J.-P. Bodmer betreute, geschätzte Fachbibliographie wird von ihm in dankenswerter Weise weitergeführt - solange die EDV den bequemen Zugriff auf Katalogzettel noch erlaubt.

5. L'informatisation du Département des Manuscrit à la BCU/L
Frau D. Mincio gab den Teilnehmern abschliessend Einblick in das seit Herbst 1988 betriebene automatisierte Katalogisierungssystem. Bezeichnenderweise entschied man sich in Lausanne für eine PC-Lösung, und zwar für Macintosh. Das damit Erreichte ist beachtenswert!

Beat Glaus

11. Arbeitsgruppe Rechtsbibliothekare

Der erste Tag unserer Zusammenkunft in St. Gallen (6./7. April 1990) war zum Teil der Besichtigung von Bibliotheken gewidmet und fand bei den 31 Anwesenden gute Aufnahme. Am Vormittag bot sich Gelegenheit, die neue

Bibliothek der Hochschule St. Gallen eingehend zu besichtigen, deren übersichtliche Konzeption allgemein gefiel und zu vielen interessanten Fragen anregte.
Am späteren Nachmittag waren wir zu Gast in der einzigartigen Stiftsbibliothek und bewunderten unter kundiger Führung durch Herrn K. Renggli die ausgestellten Raritäten rund um das Book of Kells und den Prunksaal.
Der frühe Nachmittag des 6. April gehörte einer etwas nüchterneren Materie: nämlich der Projektgeschichte und der Einführung des EDV-Systems Dobis Libis an der HSG. Es wurde von Anfang an ein integriertes System gesucht und es musste bei der Inbetriebnahme klappen. Die Studenten wollten keine Mikrofiche-Kataloge. Seit 1986 wurden in der Bibliothek Analysen durchgeführt. Mit der Aufnahme von Erwerb und Katalogisierung auf EDV wurde auch zugleich für die Studenten Opac eingeführt. Die zirka 25 Institutsbibliotheken sind aber nicht dem Katalog der Hauptbibliothek angeschlossen.
Der Samstagvormittag brachte wichtige Diskussionen die Bibliographie des schweizerischen Rechts betreffend (BSR), vor allem über die Beschlagwortung der Aufsätze. Seit der letzten Jahresversammlung fanden vier Arbeitssitzungen statt, die immer der BSR, ihrer Ausgestaltung und Entwicklung, der Beschlagwortung der Aufsätze und der Speicherung in Sibil und Swisslex gewidmet waren. Über alle diese Sitzungen haben sämtliche Rechtsbibliotheken Protokolle erhalten. Die Hauptproblematik dreht sich um die Beschlagwortung der Aufsätze in deutsch und französisch und um die Bearbeitung der Rückstände in der Beschlagwortung. Schwierigkeiten bringt die unterschiedliche Erschliessung im welschen Rero (postkoordiniertes System) und im deutschschweizerischen Sibilnetz (praekoordiniert). Zudem werden im Rero nicht nur Aufsätze aus Periodika exzerpiert, sondern auch solche aus Fest-, Sammel- und Kongressschriften und die Rechtsliteratur wird durch die französische Beschlagwortung auch sachlich erschlossen, was im deutschsprachigen Raum nicht der Fall ist. Personal und Geldmittel fehlen unserer Gruppe, um das Projekt der Übersetzung und einer einheitlichen Beschlagwortung zu realisieren. Der Beschluss, Geldmittel zu suchen, fiel an der Arbeitstagung in Bern. Vorabklärungen um Unterstützung durch den Bund sind bereits über das Bundesamt für Bildung und Wissenschaft erfolgt. Ebenso haben wir Gespräche aufgenommen mit den an der BSR primär interessierten Kreisen, nämlich Schweizerischer Juristenverein, Helbing & Lichtenhahn, Rebus/Sibil, Verein Schweiz. Juristische Datenbank und Swisslex. Beide Vorgehen geben uns Anlass zu Hoffnung auf Verständnis für die weiteren Schritte.
In St. Gallen wurde die ganze Problematik der praekoordinierten (Basel und deuschschweiz. Verbund) und postkoordinierten (Rebus) Indexation wiederum durchbesprochen mit dem Resultat, dass wir vorläufig mit den beiden Systemen leben müssen, dass aber eine Vereinheitlichung oder Angleichung angestrebt werden soll, evtl. unter Beizug von Informatikern.
Die Nachfolge der zurückgetretenen Frau Kurer als Mitverantwortliche für die Herausgabe der BSR hat auf glückliche Weise gelöst werden können, da Herr Dr. T. Pop von der Juristischen Seminarbibliothek in Freiburg die Arbeit übernimmt und sicherstellt und damit auch die Kontinuität gesichert ist. Dies bedingt aber eine neue Verteilung der Exzerpte aus ausländischen Zeitschriften auf die einzelnen jusristischen Bibliotheken, da in Freiburg die Akzente der Abonnemente für ausländische Periodika anders gesetzt sind als im Basler Institut für Rechtswissenschaft, wo Frau Kurer gearbeitet hat. Die mitarbeitenden Bibliotheken werden im August zu einer entsprechenden Sitzung in Freiburg zusammenkommen.
Zum weiteren Vorgehen wird beschlossen, einer kleinen Arbeitsgruppe von etwa sechs Personen Vollmacht zu erteilen, um die nötigen Abklärungen

zu treffen, wie weit eine Angleichung der beiden Systeme möglich wäre und auch genauere Unterlagen für das Gesuch um finanzielle Unterstützung auszuarbeiten. Adressat einer solchen Bittschrift soll in erster Linie das Bundesamt für Bildung und Wissenschaft sein, eventuell noch die Schweiz. Akademie für Geisteswissenschaften.
Dieser den Morgen füllenden Diskussionen folgte noch ein wichtiger Punkt, nämlich ein Wechsel im Präsidium: Frau L. Kunz ist als Copräsidentin nach achtjähriger Tätigkeit zurückgetreten und hat in Herrn Tudor Pop aus Freiburg einen Nachfolger gefunden, der mit Akklamation gewählt wurde.
Nach einigen Mitteilungen über Veranstaltungen im In- und Ausland konnte die Tagung mit dem Dank an die St. Galler Organisatoren kurz nach Mittag geschlossen werden.
Die nächste Jahresversammlung findet am 19./20. April 1991 in Neuenburg statt.

Lotte Kunz

12. AIBM (Association internationale des bibliothèques musicales) - Landesgruppe Schweiz

Strukturwechsel
An der Jahresversammlung am 2. Juni 1989 in Solothurn trat der langjährige Präsident der AIBM-Schweiz, Hans Steinbeck, zurück. Der Präsidiumswechsel wurde zum Anlass genommen, die Umwandlung der AIBM-Schweiz, die bis anhin als Gruppierung ohne feste Strukturen (Statuten, Vorstand usw.) wirkte, in einen Verein zu beschliessen. Denn als solcher hofft sie, inländischen Organen (VSB, Bundesamt für Kulturpflege/BAK u. a.) mit grösserem Gewicht entgegentreten zu können. Gleichzeitig sollte der neue Verein sich weiteren Personen und Institutionen mit verwandten Interessen öffnen, wie zum Beispiel Mitgliedern der IASA (Internationale Vereinigung der Schallarchive) und des CIMCIM (Internationale Vereinigung der Musikmuseen), um den Informationsaustausch auch unter solchen kleineren Kreisen zu fördern. Eine Arbeitsgruppe erhielt den Auftrag, einen entsprechenden Statutenentwurf bis zur nächsten Jahresversammlung am 27. April 1990 vorzubereiten. An dieser wurde der Statutenvorschlag der Arbeitsgruppe von den Anwesenden einstimmig angenommen. Der neue Verein heisst «Association suisse des collections musicales (ASCM / AIBM Landesgruppe Schweiz» (Schweizerische Vereinigung der Musiksammlungen = Associazione svizzera delle collezioni musicali) und übernimmt die Organisation der Landesgruppe Schweiz der AIBM. (N.B.: Der Strukturwandel wird ohne Erhöhung der Mitgliederbeiträge erfolgen.)

Sonstige Tätigkeit
Im August 1989 übermittelte die AIBM-Schweiz in einem Brief an den Direktor des BAK, Herrn Dr. A. Defago, die Bedürfnisse der Schweizer Musikbibliothekare gegenüber der *Schweizerischen Landesbibliothek* (als grosser Mangel empfundenes Fehlen jeglichen Nachweises der Musikalien und Tonträger im Gesamtkatalog, angemessene Betreuung der musikalischen Nachlässe der SLB, Besetzung mindestens einer vollen Stelle mit einem erfahrenen wissenschaftlichen Musikbibliothekar). Als Antwort erfolgt eine wohlwollende Zusicherung der Zusammenarbeit mit den interessierten Gruppen.
Die Arbeitsgruppe *«Ausbildung»* überarbeitete die Bibliographienliste für das Gebiet «Musik» des VSB-Grundkurses und leitete die bereinigte Fassung der VSB weiter. Gemeinsam mit der Fortbildungskommission der VSB wurde am Konzept eines Fortbildungskurses «Musik» gearbeitet. Die französische Version des für Kapitel F der *VSB-Katalogisierungsregeln* bestimmten Kapitels *FC* (Règles spécifiques pour la musique imprimée et les enregistrements sonores: Choix des entrées, Titre uniforme..., Jeu d'exemples) wurde Anfang 1990 der VSB-Katalogisierungskommission überreicht.

Die Tätigkeit des *RISM* (Répertoire international des sources musicales) bestand 1989 aus der Erfassung der Musikhandschriften der Fondation Bodmer in Cologny, wobei erstmals die Zeitgrenze von 1800 überschritten wurde. (Die Aufhebung der Zeitgrenzen für Musikhandschriften wurde ein Jahr zuvor von der Commission mixte der AIBM/IGMW beschlossen.)
Für *praktische Weiterbildung* sorgten an der Solothurner Jahresversammlung 1989 drei anschauliche Vorträge zur buchbinderischen und konservatorischen Behandlung von Musikalien, und anlässlich der diesjährigen Jahresversammlung in Lausanne eine Führung durch den sorgfältig eingerichteten Freihand-Bestand an Musikalien der Bibliothèque cantonale et universitaire sowie ein beeindruckender Rundgang durch das eben neu eröffnete splendide Conservatoire de Lausanne.

Mireille Geering

13. Non-books-Kommission

Die Non-books-Kommission besteht seit 1979. Sie erhielt bei ihrer Gründung den Namen AV-Medien-Kommission und hatte den Auftrag, sich mit folgenden Punkten zu befassen:

1. Beratung, Information, Förderung der Zusammenarbeit aller Bibliotheken
2. Terminologische Fragen
3. Bestandesaufbau, Bestandesausbau, Bestandesvermittlung
4. Ausbildung
5. Rechtsprobleme
6. Beobachtung technischer Trends

1987 haben die Kommissionsmitglieder diese Ziele überdacht und neue Schwerpunkte gesetzt. Im Vordergrund sollten in Zukunft die Koordination der verschiedenen Aktivitäten auf dem AV-Sektor in schweizerischen Bibliotheken und die Öffentlichkeitsarbeit stehen. Gleichzeitig wurde mit der Änderung des Namens eine Öffnung signalisiert: Es werden nicht nur audiovisuelle Medien, sondern sämtliche in Bibliotheken vorkommende Non-books-Materialien, vor allem auch die neuen Datenträger, behandelt.
Hauptereignis im Berichtsjahr war für die Kommission die Jahresversammlung in Lugano, war sie doch für Organisation und Durchführung der Fachtagung verantwortlich. In drei Referaten, drei Workshops und einem Podiumsgespräch wurde das Thema «Non-books in der Bibliothek» von verschiedenen Seiten her beleuchtet. Die Reaktionen auf das Gebotene waren erfreulich positiv; die Kommissionsmitglieder sind sich aber bewusst, dass sie Geduld und Aufnahmefähigkeit der zahlreichen Teilnehmerinnen und Teilnehmer ziemlich strapaziert haben!
Die Tagung in Lugano hat zu einem erfreulichen Kontakt mit dem Schweizer Fernsehen geführt. Die Leiterin der Abteilung Familie und Bildung und einer ihrer Mitarbeiter haben als Referenten im Workshop Video mitgewirkt. Da sie ihre Ausführungen aus zeitlichen Gründen stark kürzen mussten, wurde am 22. März 1990 im Film Institut in Bern eine spezielle Veranstaltung unter dem Titel «Medienverbund Bibliotheken - Bildungsinstitutionen - Fernsehen: Vernetzung der Anliegen» durchgeführt, an der auch die medienpädagogischen Aspekte behandelt wurden. Ausserdem konnte die Unterzeichnete an zwei Medienverbundsanlässen des Fernsehens DRS teilnehmen. Die Pflege und Vertiefung dieses Kontaktes und die gegenseitige Information ist der Non-books-Kommission auch für die Zukunft ein Anliegen. Als weitere wichtige Aufgabe erachtet sie die Aus- und Fortbildung im Bereich Non-books und die Erarbeitung von Grundsätzen für den Aufbau und die Pflege der Non-book-Bestände.
Wie viele andere Kommissionen stösst auch die Non-books-Kommission immer wieder an die Grenzen, die ihr durch das Milizsystem, gesetzt sind. Um ihren Auftrag erfüllen zu können, wird sie in nächster Zeit versuchen, Non-book-Fachleute aus verschiedenen Bibliotheken als Mitglieder zu gewinnen.

Marianne Tschäppät

14. Arbeitsgruppe Kartenbibliothekare

Zum Verständnis der Aufgaben der Arbeitsgruppe Kartenbibliothekare muss auf die Geschichte ihres zehnjährigen Bestehens zurückgegriffen werden.

Ursprüngliche Ziele und Resultate der Arbeitsgruppe:
Am 28. November 1979 fasste der Vorstand des VSB den Beschluss, eine Arbeitsgruppe Kartenbibliothekare ins Leben zu rufen. Dahinter stand die Absicht, Katalogisierungsregeln für Kartenmaterialien (ISBD-CM) zu schaffen.Am 17. November 1980 wurde die Arbeitsgruppe in Zürich konstituiert. Hans Laupper (Landesbibliothek Glarus) wurde zum Präsidenten und Hans-Peter Höhener (Zentralbibliothek Zürich) zum Aktuar ernannt. Folgende drei Ziele wurden angestrebt:
- Katalogisierungsregeln
- Beispielsammlung zu den Katalogisierungsregeln
- Gesamtkatalog für Karten

Die Katalogisierungsregeln (mit Beispielsammlung) erschienen 1985 in gedruckter Form und waren sehr schnell ausverkauft. Seither erfolgte ein Nachdruck. Nach Abschluss der Übersetzung wurden die Katalogisierungsregeln auch auf französisch herausgegeben. 1987 und 1989 folgten, ebenfalls zweisprachig, die «Bestimmungen und Ansetzungen für Eintragungen». Sie sind bisher noch nicht im Druck erschienen.

Zusammensetzung und Zusammenkünfte der Arbeitsgruppe
Die Arbeitsgruppe trat in der Zeit vom 1. Mai 1989 bis 30. April 1990 zu einer Sitzung zusammen. Diese fand am 20. November 1989 in Bern statt. Sie umfasste am Vormittag einen Fachteil und am Nachmittag die Verhandlungen der Arbeitsgruppe.
Vorerst wurden die Wahlen durchgeführt. Das langjährige Wirken des zurücktretenden Präsidenten Hans Laupper (Landesbibliothek Glarus) und des Aktuars Hans-Peter Höhener (Zentralbibliothek Zürich) wurde im Namen der Arbeitsgruppe gewürdigt. Das menschlich angenehme Arbeitsklima, das wesentlich mit zum Gelingen des bisher Erreichten beigetragen habe, bleibe allen stets in bester Erinnerung.
Die Arbeitsgruppe wählte anschliessend Thomas Klöti (Stadt- und Universitätsbibliothek Bern) zum Präsidenten und Michael Schmidt (Bibliothèque publique et universitaire Neuchâtel) zum Aktuar. Die Arbeitsgruppe zählt zur Zeit 16 Personen aus der deutsch-, französisch- und italienischsprachigen Schweiz. Neben Kartenbibliotheken sind auch Kartenarchive vertreten.

Erweiterung des Teilnehmerkreises
Seit der Veröffentlichung der Katalogisierungsregeln (ISBD-CM) sind weitere Mitglieder zur Arbeitsgruppe Kartenbibliothekare gestossen. Die Verlagerung der Aufgaben der Arbeitsgruppe bedingt eine zusätzliche Erweiterung des Teilnehmerkreises. Eine vermehrte Teilnahme von, insbesondere der französischsprachigen Schweiz, ist erwünscht. Gedacht wird aber auch an Teilnehmer aus Kartenarchiven sowie aus Kloster- und Stiftsbibliotheken.

Themen und Projekte
Die Themen und Projekte der Arbeitsgruppe beziehen sich auf Katalogisierung und Sacherschliessung, auf Aus- und Weiterbildung sowie auf die Durchführung weiterer gemeinsamer Anliegen. Vieles davon ist im Diskussionsstadium, wartet noch der weiteren Ausgestaltung.
An dieser Stelle sind zwei Projekte besonders zu erwähnen, die bereits weiter gediehen und von breiterem Interesse sind.

Gesamtkatalog der schweizerischen Karten
Die Schaffung eines Gesamtkatalogs der schweizerischen Karten gehört zu den bereits bei der Konstituierung der Arbeitsgruppe formulierten Zielen.
Vorerst müssen klare Normen festgelegt und mit den am Projekt beteilig-

ten Bibliotheken abgesprochen werden. Ein dezentrales Vorgehen, mit einer Festlegung der Anschaffungspolitik kann relativ schnell zu einer sinnvollen Lösung führen. Ebenfalls denkbar ist ein zentraler Kartenkatalog, zum Beispiel an der Schweizerischen Landesbibliothek.

Verzeichnis der Kartensammlungen der Schweiz
Ein Verzeichnis der Kartensammlungen der Schweiz wird an die Hand genommen. Das Anliegen wurde 1988 von Jürg Bühler (ETH-Bibliothek) und Hans-Peter Höhener (Zentralbibliothek Zürich) eingebracht. Zu diesem Zweck wird ein Fragebogen an alle schweizerischen Kartensammlungen verschickt werden.

Weiterbildung
Der Fachteil der Sitzung vom 20. November 1989 war der Erhaltung von Kulturgütern gewidmet und wurde von Herrn Oberholzer (Arbeitsgemeinschaft für Papierrestauration Bern) geleitet. Das Thema «Büchersterben» fand an der Generalversammlung des VSB in Bern breite Beachtung. Auch Karten und Pläne, insbesondere diejenigen des 19. Jahrhunderts, sind einem Zerfallsprozess ausgesetzt. Vielfältige Anstrengungen müssen unternommen werden, um auch dem Problem «Kartensterben» zu begegnen. Die Massnahmen erstrecken sich auf die Vermeidung entstehender und die Behebung entstandener Schäden.
Bei der Lagerung der Karten dürfen zum Beispiel keine säurehaltigen Materialien verwendet werden. Eine Mikroverfilmung vermindert die Manipulation an den Beständen. Die im Zusammenhang mit dem Kulturgüterschutz gewonnenen Erfahrungen, das Fachwissen und die Materialkenntnisse gilt es, weiterzuverbreiten und anzuwenden.

Thomas Klöti

15. Arbeitsgruppe Bibliotheksautomatisierung

Die Arbeitsgruppe Bibliotheksautomatisierung wurde ursprünglich mit dem Ziel gegründet, die Automatisierungsprojekte der schweizerischen Hochschulbibliotheken zu koordinieren; sie hat in den ersten Jahren ihres Bestehens auch einige konkrete Aufträge des Vorstands, insbesondere die Festlegung eines gemeinsamen Austauschformats, ausgeführt.
Bereits im Jahresbericht 1987 wurde festgestellt, dass das Ziel einer umfassenden Koordination aus verschiedenen Gründen nicht erreicht werden konnte, konkrete Aufträge nicht mehr vorlagen und die Gruppe nur zum Zwecke des Informationsaustausches weiter existierte.
An dieser Lage hat sich in den vergangenen zwei Jahren nichts geändert. Im Berichtsjahr hat sich die Gruppe einmal versammelt; nach einer Besichtigung des Bibliothekssystems der Firma Sandoz wurde die Stellung der Gruppe zu Automatisierungsentwicklungen bei den öffentlichen und den Studien- und Bildungsbibliotheken diskutiert.
Bezeichnend für die Situation der Gruppe ist, dass es nicht gelang, eine Präsidentin oder einen Präsidenten für das Jahr 1989/90 zu finden. Der Unterzeichnete erklärte sich bereit, ohne dieses Amt zu übernehmen, für die Organisation eines nächsten Treffens zu sorgen, das nun im Mai 1990 stattfand.
Die geringe Aktivität der Gruppe hat ihren Grund sicher nicht in einem Mangel an bibliotheksübergreifenden Problemen, sondern eher darin, dass ein Milizorgan der VSB für die Behandlung dieser Probleme kein taugliches Instrument sein kann.
Die Mitglieder der Gruppe investieren zwar alle viel Arbeit und Energie in die Zusammenarbeit und Koordination auf dem Gebiet der Bibliotheksautomatisierung, sie tun dies aber im Rahmen der verschiedenen aktiven Verbünde. Eine engere Kooperation zwischen den Verbünden und eine umfassende Vernet-

zung aller wissenschaftlichen Bibliotheken liegen heute technisch in Reichweite; konkrete Fortschritte können jedoch nicht in Sitzungen erzielt werden, sondern nur durch den Einsatz spezialisierter Fachleute in konkreten Entwicklungsprojekten. Personelle Ressourcen dafür kann jedoch keiner der in der Gruppe vertretenen Projektleiter freistellen.
Die Funktion der Gruppe wird sich deshalb wohl auch in Zukunft auf Informations- und Meinungsaustausch beschränken; nach Ansicht der Mitglieder rechtfertigt aber auch diese bescheidene Zielsetzung die weitere Existenz.

Berthold Wessendorf

Von folgenden Gremien sind keine Berichte eingetroffen:

- Arbeitsgemeinschaft der Hochschulbibliotheken
- Arbeitsgruppe der Benutzungsdienstchefs

Die Urheberrechtskommission Schriftwerke wurde neu konstituiert.

IV. Jahresrechnung 1989
Compte d'exploitation 1989

Bilanz pro 1988 und 1989

Aktiven	Rechnung 1988	Rechnung 1989
Kasse Prüfungskommission	490.65	490.65
Postcheck 30-26772	26 779.57	52 440.27
Postcheck 30-34883	145.45	375.00
Postcheck 30-8968	13 409.95	9 417.25
Postcheck 30-2095	1 481.45	473.20
Postcheck 30-13901	38 655.80	57 778.54
Kto-Krt Gen. Zentralbank	11 346.40	20 239.91
Sph Kantonalbank von Bern	24 917.30	0.00
Sph Zürcher Kantonalbank	19 802.60	20 234.30
Sph Spar + Leihkasse Bern	74.00	0.00
Sph Gen. Zentralbank	59 185.70	70 731.20
Anh Gen. Zentralbank	178 201.15	10 016.10
Oblig. Kantonalbank von Bern	150 000.00	150 000.00
Oblig. Gen. Zentralbank	310 000.00	510 000.00
Anteilschein Bibliothekdienst	5 000.00	5 000.00
Vorschuss SAB	2 675.00	2 675.00
Büromaschinen	6 600.00	4 000.00
Verrechnungssteuer-Guthaben	10 916.40	21 635.60
Transitorische Aktiven	3 869.60	66 636.21
	Fr. 863 551.02	Fr. 1 002 143.23

Passiven

Rückstellungen Kopiermarken	338 000.00	411 492.00
Transitorische Passiven	11.20	4 244.75
Vermögen Allgem. Rechnung	33 797.36	30 394.67
Vermögen Prüfungskommission	710.10	629.20
Vermögen Fortbildungskommission	13 409.95	10 358.75
Vermögen VZ-Fonds	269 550.45	218 725.55
Vermögen Drucksachenfonds	104 720.93	153 204.28
Vermögen Kopiermarken	103 351.03	173 094.03
	Fr. 863 551.02	Fr. 1 002 143.23

Allgemeine Rechnung pro 1988 und 1989

Einnahmen	Rechnung 1988	Rechnung 1989
Beiträge:		
Kollektivmitglieder	48 460.00	48 880.00
Einzelmitglieder	53 046.00	55 564.08
Einnahmen GV	0.00	56 064.40
Einnahmen ARBIDO	0.00	40.95
Verkaufsumsatz	0.00	14 521.40
Zinsen allgem. Rechnung	9 389.65	7 513.40
Ausgabenüberschuss	10 627.95	3 402.69
	Fr. 121 523.60	Fr. 185 986.92

Ausgaben		
Beiträge an:		
Gesellschaften	4 401.85	9 775.09
Nachrichten ARBIDO	37 700.00	38 809.80
GV-Versammlungen	33 624.70	89 934.90
Delegationen	1 560.00	924.50
Arbeitsgem. + Regionalgr.	2 942.00	847.30
Allgemeines Sekr. Honorar	24 885.25	22 176.15
Sozialleistungen und Verwaltungskosten	14 361.20	18 152.53
Porti	2 048.60	2 766.65
Abschreib. Büromaschinen	0.00	2 600.00
Einnahmenüberschuss	0.00	0.00
	Fr. 121 523.60	Fr. 185 986.92

Prüfungskommission

Einnahmen	Rechnung 1988	Rechnung 1989
Examensgebühren	7 320.00	8 300.00
Zinserträge brutto	96.00	0.00
Ausgabenüberschuss	1 430.75	80.90
	Fr. 8 846.75	Fr. 8 380.90

Ausgaben		
Examensspesen Lausanne	2 608.00	2 434.50
Examensspesen Bern	1 225.60	1 059.40
Examensspesen Zürich	1 455.80	1 311.50
Sitzungsspesen Prüfungskommission	1 628.60	1 948.80
Honorare	200.00	0.00
Druckkosten Diplome	1 714.25	1068.05
Diverses	14.50	558.65
	Fr. 8 846.75	Fr. 8 380.90

Fortbildungskommission

Einnahmen	Rechnung 1988	Rechnung 1989
Kursgelder	14 450.00	9 850.00
Ausgabenüberschuss	0.00	3 051.20
	Fr. 14 450.00	Fr. 12 901.20

Ausgaben		
Honorare und Unkostenbeiträge	12 249.60	12 479.50
Postcheckgebühren	21.60	421.70
Einnahmenüberschuss	2 178.80	0.00
	Fr. 14 450.00	Fr. 12 901.20

VZ-Fonds

Einnahmen	Rechnung 1988	Rechnung 1989
Verkauf VZ 4	117.00	240.00
Verkauf VZ 6	4 884.00	6 237.00
Verkauf Supplement	373.50	0.00
Zinserträge brutto	9 100.00	9 522.70
Ausgabenüberschuss	9 528.60	50 824.90
	Fr. 24 003.10	Fr. 66 824.60

Ausgaben		
Projekt VZ 7	24 000.00	58 183.70
Herstellung Supplement	0.00	916.00
Honorare	0.00	7 705.00
PC-Gebühren, Porti	3.10	0.00
Diverses	0.00	19.90
	Fr. 24 003.10	Fr. 66 824.60

Drucksachen-Fonds

Einnahmen	Rechnung 1988	Rechnung 1989
Interbibl. Leihscheine	18 040.50	15 386.05
Internationale Leihscheine	2 941.00	2 650.25
Katalogkarten	22 614.25	16 398.10
Publikationen	136.50	42.00
Regelwerk	19 952.50	25 220.00
Ausgabenüberschuss	57 471.50	0.00
	Fr. 121 156.25	Fr. 59 696.40

Ausgaben		
Leihscheine	14 327.00	5 309.25
Katalogkarten	7 297.45	3 714.80
Regelwerk	97 962.80	0.00
Honorare	400.00	0.00
Porti und Fracht	1 169.00	2 189.00
Einnahmenüberschuss	0.00	48 483.35
	Fr. 121 156.25	Fr. 59 696.40

Kopiermarken

Einnahmen	Rechnung 1988	Rechnung 1989
Markenverkauf	366 684.58	409 430.70
Zinsertrag brutto	12 700.00	13 590.00
	Fr. 379 384.58	Fr. 423 020.70

Ausgaben		
Eingelöste Marken (zu Fr. 4.00)	200 999.00	309 460.30
Markenherstellung und Drucksachen	18 897.00	27 613.40
Honorare	1 000.00	1 204.00
Lohnanteil Sekretariat	10 000.00	12 000.00
Porti, Verpackung (pauschal)	3 032.40	3 000.00
Einnahmenüberschuss	145 456.18	69 743.00
	Fr. 379 384.58	Fr. 423 020.70

Jahresrechnung ARBIDO 1989

Betriebsrechnung	Rechnung 1988	Rechnung 1989
Einnahmen		
Beitrag VSB	37 700.00	37 700.00
Beitrag SVD	12 300.00	12 300.00
Beitrag VSA	6 900.00	6 900.00
	Fr. 56 900.00	Fr. 56 900.00
Abonnemente	8 303.52	9 749.08
Inserate	34 834.00	45 456.00
Zins Sparkonto GZB		674.80
	Fr. 100 037.52	Fr. 112 779.88
Ausgaben		
Druck ARBIDO-B	30 927.00	39 124.00
Druck ARBIDO-R	32 880.00	35 521.00
	Fr. 63 807.00	74 645.00
Druckkostenbeitrag SN SVD		2 000.00
Versandkosten	13 321.75	14 116.05
Honorare	6 050.75	6 400.00
Spesen Redaktion	947.30	1 424.70
Verwaltungskosten	309.90	789.35
PC Kassier: Miete	500.00	500.00
Adressenverwaltung	633.15	377.00
Einnahmenüberschuss	14 468.42	12 527.78
	Fr. 100 037.52	Fr. 112 779.88

Bilanz

Aktiven	1989
Kasse	76.00
Postcheck	17 279.17
Konto-Korrent Bank GZB	3 165.40
Sparkonto Bank GZB	21 362.60
Eidg. Verr.-Steuer	236.20
Transitorische Aktiven	13 263.00
	Fr. 55 382.37

Passiven	
Transitorische Passiven	21 106.27
Vortrag Überschüsse / Kapital	34 276.10
	Fr. 55 382.37

Aus den Verhandlungen des VSB-Vorstandes

Der VSB-Vorstand trat am 13. und 14. Juni zu einer zweitägigen Sitzung zusammen. Am ersten Tag gesellten sich traditionsgemäss die Vertreter der Personalorganisation, der Arbeitsgemeinschaften, der Kommissionen und Arbeitsgruppen dazu. Mit diesem Anlass wird die Verbindung geschaffen zu den Gremien, die den Grossteil der praktischen Bibliotheksarbeit in der Schweiz leisten.

Die Sitzung des erweiterten Vorstandes war einerseits gekennzeichnet durch eine Diskussion über die Aktivitäten und Probleme der einzelnen VSB-Gremien. Es zeigte sich erneut, dass verschiedene strukturelle Fragen nur im Rahmen einer Restrukturierung des Gesamtverbandes einer Lösung zugeführt werden können. Einen ersten Einstieg dazu bot andererseits die Diskussion des «Weissbuches» der Arbeitsgruppe Strukturreform. Es zeichnet sich bereits jetzt eine engagierte Diskussion über einzelne dort geäusserte Vorschläge ab. – Die Berichte sind in dieser Ausgabe von ARBIDO-B abgedruckt.

An der Sitzung des engern Vorstandes wurde das **«Weissbuch»** offiziell zu Handen der Generalversammlung 1990 verabschiedet. Die Thesen sind ebenfalls in dieser Ausgabe von ARBIDO-B abgedruckt; der vollständige Text wird Ende Juli allen Mitgliedern deutsch und französisch zugestellt. – Der Vorstand nahm Kenntnis von den Verhandlungen einer VSB-Delegation mit Vertretern des Tessiner Erziehungsdepartementes betreffend Integration der **Tessiner Bibliothekarenkurse** in die VSB-Diplomausbildung. Der kürzlich ausgeschriebene 3. Kurs wird nach Erfüllung bestimmter Bedingungen als VSB-konform anerkannt, ebenso die Diplomprüfung. Künftig wird die Tessiner Ausbildung voll unter der Ausbildungs- und Prüfungshoheit der VSB stehen, wobei die Betreuung durch die Region West-

schweiz wahrgenommen wird. Die entsprechende Übereinkunft geht noch an die Prüfungskommission und wird anschliessend ratifiziert. – Mitgliederwerbung und Neugestaltung des äusseren VSB-Erscheinungsbildes (Logo) bildeten weitere Verhandlungsgegenstände.

Willi Treichler

L'ABS en marche!

Dans le cadre du processus de réforme en cours au sein de l'ABS sur lequel les lecteurs d'ARBIDO-B ont été orientés dans le no 90/3, p. 7, le Comité ABS a adopté un «Livre blanc» qui définit les orientations générales d'une nouvelle organisation de l'Association. Ce document de 14 pages a été distribué personnellement à chacun des membres. Afin d'assurer une information aussi large que possible, nous reproduisons ici les neuf thèses qui résument l'essentiel de ce rapport.

Thèse 1
«L'ABS réunit dans une même association des personnes physiques et des personnes morales du secteur des bibliothèques et de l'information documentaire.»

Thèse 2
«Tenant compte des objectifs généraux fixés dans ses statuts, l'ABS élabore une politique d'association à long terme dont la mise en œuvre fait l'objet de plans d'action pluriannuels qui fixent les priorités à court terme».

Thèse 3
«Les conditions d'admission à l'ABS sont revues afin de tenir compte de la diversification intervenue dans le domaine de l'information documentaire et d'assurer une base de recrutement plus large».

Thèse 4
«Les membres individuels et les membres collectifs constituent deux groupements distincts dans le cadre de l'ABS.
Le Groupement des membres individuels a pour objectif de promouvoir et défendre les intérêts professionnels spécifiques de ses membres qui se regroupent en son sein selon leur fonction, leurs formations et/ou leur domicile. Il remplace, sous une forme nouvelle, l'actuelle Organisation du personnel.
Le Groupement des membres collectifs a pour objectif d'assurer la défense des intérêts spécifiques de ses membres et d'organiser leur collaboration. Il est structuré en communautés de travail de bibliothèques et services documentaires de même type.
La poursuite des objectifs de l'ABS qui ne sont pas mentionnés ici sont du ressort de l'association dans son ensemble.»

Thèse 5
«Une assemblée des délégués constituée paritairement de délégués du Groupement des membres individuels et du Groupement des membres collectifs est l'organe suprême de l'association.»

Thèse 6
«L'Assemblée des délégués élit un comité de 5 à 7 membres qui est l'organe directeur de l'association dans son ensemble.»

Thèse 7
«A l'avenir, la dénomination de l'association tiendra compte des deux types de membres qu'elle réunit (personnes physiques et institutions) et de l'évolution du champ de l'information documentaire en général et des bibliothèques en particulier.»

Thèse 8
«Le secrétariat de l'association a une fonction importante de préparation et d'exécution des décisions prises par l'Assemblée des délégués et par le Comité. Dans cette perspective, il est

progressivement professionnalisé et confié à un responsable permanent assumant les fonctions de manager de l'association.»

Thèse 9
«Dans le respect des objectifs de l'ABS et de ses membres, l'offre des produits (publications, matériel, etc.) et des prestations (formation, conseil, expertise, etc.) de l'association est élargie dans un esprit d'entreprise propre à dégager des moyens supplémentaires pour soutenir l'infrastructure de l'ABS.»

Die VSB unterwegs

Im Rahmen des Reformprozesses, der in der VSB im Gang ist und über den die Leser von ARBIDO orientiert wurden (ARBIDO-B Nr. 90/3, S. 7), hat der Vorstand ein «Weissbuch» verabschiedet, das allgemeine Richtlinien für eine Neuorganisation der Vereinigung festlegt. Dieses sechzehnseitige Dokument wurde allen Mitgliedern persönlich zugestellt. Um eine möglichst breite Information sicherzustellen, werden hier die neun Thesen abgedruckt, die das Wichtigste dieses Berichtes zusammenfassen.

These 1
Die VSB vereinigt in einem Verband natürliche und juristische Personen aus den Bereichen Bibliothek und Information und Dokumentation.

These 2
Ausgehend von dem in den Statuten genannten allgemeinen Zweck erarbeitet die VSB eine langfristige Verbandspolitik und legt in Mehrjahresplänen diejenigen Ziele fest, die kurz- und mittelfristig erreicht werden sollen.

These 3
Die Bedingungen für den Beitritt zur VSB werden revidiert, um der Diversifikation im Bereich Information und Dokumentation Rechnung zu tragen und eine breitere Rekrutierungsbasis sicherzustellen.

These 4
Die Einzelmitglieder und die Kollektivmitglieder bilden je eine eigene Gruppierung im Rahmen der VSB.
Die Gruppierung der Einzelmitglieder, die ihrerseits Untergruppen nach Funktion, Ausbildung und/oder Wohnort bilden, fördert und verteidigt die spezifischen Berufsinteressen ihrer Mitglieder. Sie ersetzt die heutige Personalorganisation.
Die Gruppierung der Kollektivmitglieder soll die Wahrung der spezifischen Interessen ihrer Mitglieder sicherstellen und ihre Zusammenarbeit organisieren. Sie ist in Arbeitsgemeinschaften von Bibliotheken und Dokumentationsstellen gleichen Typs unterteilt.
Die Verfolgung aller übrigen Ziele der VSB ist Sache der Gesamtvereinigung.

These 5
Oberstes Organ der Vereinigung ist die Delegiertenversammlung, die paritätisch aus Delegierten der Einzel- und der Kollektivmitglieder zusammengesetzt ist.

These 6
Die Delegiertenversammlung wählt einen Vorstand von 5 bis 7 Mitgliedern, der das Führungsorgan der Vereinigung in ihrer Gesamtheit bildet.

These 7
Der Name der Vereinigung soll in Zukunft zum Ausdruck bringen, dass sie zwei Arten von Mitgliedern (natürliche Personen und Institutionen) vereinigt. Er soll zudem der Entwicklung im Bereich Information und Dokumentation im allgemeinen und im Bereich Bibliothekswesen im besonderen Rechnung tragen.

These 8
Das Sekretariat der Vereinigung hat eine wichtige Funktion, indem es Beschlüsse, die von der Delegierten-

versammlung und vom Vorstand gefasst werden, vorbereitet und umsetzt. Aus diesem Grunde wird es schrittweise professionalisiert und zu einem Vollamt ausgebaut, dessen InhaberIn die Funktion eines Verbandsmanagers wahrnimmt.

These 9
Unter Berücksichtigung der Ziele der Vereinigung und ihrer Mitglieder soll das Angebot an Produkten (Publikationen, Material usw.) und an Dienstleistungen (Ausbildung, Beratung, Expertisen usw.) in unternehmerischem Sinne erweitert werden, um zu den zusätzlichen Mitteln zu gelangen, die zur Finanzierung der Infrastruktur der VSB nötig sind.

Commission pour le droit d'auteur / Urheberrechtskommission

Afin de l'appuyer et le seconder dans sa tâche, le Comité ABS a mis sur pied une Commission pour le droit d'auteur à laquelle il a confié le *mandat* suivant:
«La Commission pour le droit d'auteur est un organe d'observation, de réflexion et d'information pour toute question touchant au droit d'auteur et à ses implications pour les bibliothèques et les autres services d'information documentaire.
Elle a en particulier les tâches suivantes:

1. Observer et analyser l'évolution de la situation en matière de droit d'auteur;
2. Elaborer, à l'attention du Comité et de l'Assemblée générale, la politique de l'Association en matière de droit d'auteur;
3. Tenir informé le Comité de ses observations et conclusions, lui suggérer, ou élaborer à sa demande, les mesures utiles à prendre;
4. Préparer les prises de position de l'ABS en la matière.

Le président de la Commission est le **porte-parole** de l'Association pour toute question concernant le droit d'auteur. Il assume cette tâche en étroite concertation avec le Comité ABS.»
La Commission est constituée des personnes suivantes:
Gabriel Frossard, Président de la Commission
Bibliothèque de la Faculté de droit de l'Université de Genève
Christmuth Flück
Institut für Rechtswissenschaft, Bibliothek, Basel
Silvia Kimmeier
Bibliothèque cantonale et universitaire, Lausanne-Dorigny
Hermann Köstler
Zentralbibliothek, Zürich
Kurt Waldner
Allgemeine Bibliotheken der GGG, Basel

Gesucht: … oder Das Problem der berufspolitischen Tätigkeit während der Arbeitszeit

Interessieren Sie sich für Weiterbildung? Hätten Sie sich eigentlich gerne mal in dieser Richtung betätigt? Sind Sie DIBI/BIDI-Mitglied? Wohnen oder arbeiten Sie so, dass Sie jeweils abends Sitzungen der Arbeitsgruppe Aus- und Weiterbildung DIBI in Zürich besuchen können?

Dann kommen Sie bereits in die engere Wahl!

Haben Sie zudem noch Lust, in der **Fortbildungskommission VSB** unsere Meinung zu vertreten?
Es wird immer besser!!!

Und haben Sie einen **Arbeitgeber**, der Ihnen das **erlaubt?**
Dann sind Sie die gesuchte Person!!!

Die Fortbildungskommission hat uns DIBI aufgefordert, eine/n Vertreter/in zu delegieren. Das obengenannte Anforderungsprofil konnte bis jetzt aber niemand erfüllen. Das Hauptproblem war die Bereitschaft der Arbeitgeber, interessierte Mitarbeiter für die Tätigkeit im Berufsverband freizustellen. An der Generalversammlung VSB 1988 in Bern bemerkte Herr Gröbli richtig, dass es immer dieselben Leute aus denselben Bibliotheken seien, die VSB-Arbeit leisteten. Solange jedoch von Mitarbeitern verlangt wird, dass sie die Arbeitszeit, die für Sitzungen «verloren» geht, vollständig kompensieren oder sogar dafür Ferien eingeben, solange wird sich kaum jemand freiwillig für die VSB-Arbeit interessieren. Und obwohl alle Bibliotheken von der VSB profitieren, scheinen nur wenige bereit, etwas dafür tun zu lassen. Oder dann tun sie schon so viel, dass aus Gründen der Wirtschaftlichkeit nicht mehr möglich ist. Der Behauptung von Herrn Gröbli, es mache ja niemand mit, muss die Frage entgegengehalten werden: WARUM? Und die Beantwortung liegt nicht bei den Mitarbeitern.

P.S. Dass wir DIBI frischen Wind in das Bibliothekswesen bringen, ist ungewohnt. Dass jemand aktiv werden möchte, wird sehr distanziert zur Kenntnis genommen. Und dass jemand von den DIBI delegiert werden soll und nicht von der VSB berufen wird, scheint völlig unverständlich. Nur so erklären wir uns jedenfalls die Tatsache, dass ein Arbeitgeber die Ablehnung des Gesuchs seines Mitarbeiters um Freistellung für die obengenannte Delegation der *Fortbildungskommission VSB* statt den DIBI gegenüber rechtfertigte!

AG Aus und Weiterbildung DIBI
Erika Seeger

Mitteilungen SVD
Communications de l'ASD

Aus den Verhandlungen des SVD-Vorstandes

An seiner 161. Sitzung vom 19. Juni 1990 in Bern hat der Vorstand sich unter anderem mit folgenden Themen befasst:

Jahrestagungen

Der Vorstand hielt Rückschau auf die Jahrestagung 1990 in Romanshorn. Die überdurchschnittlich hohe Teilnehmerzahl war sicher ein Zeichen dafür, dass das Tagesthema «Marketing in der Dokumentationsstelle» sehr anziehend gewirkt hat. Ebenso hat die Arbeitstagung manchem Dokumentalisten wichtige Hinweise gegeben, wie er seine Position durch Anwendung der diskutierten Marketingmethoden festigen kann.
Aus Gesprächen nach der Jahresversammlung haben wir erfahren, dass das Thema «Marketing» in Weiterbildungsseminarien vertieft werden sollte. Was die Zukunft angeht, hat der Vorstand als nächsten Tagungsort Thun und als provisorisches Datum 5.-7 Juni 1991 vorgesehen.

Statutenrevision

Der Vorstand hat sich schon mehrmals mit diesem Thema, vor allem auch im Bezug auf die Regional- und Fachgruppen, auseinander gesetzt. Der Präsident wird sich dafür einsetzen, dass eine revidierte Fassung der Statuten vorgelegt werden kann.